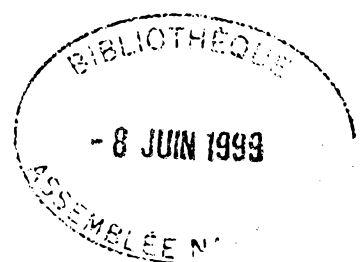


ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

MINISTÈRE DES FINANCES

**Demande de renseignements particuliers
de l'Opposition officielle**



ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

MINISTÈRE DES FINANCES

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

QUESTION	DESCRIPTION
1	Quelle est la dépense fiscale observée pour le gouvernement des mesures ayant un impact sur les revenus des quatre budgets qui ont précédé celui de 1999-2000.
2	Quel est l'impact financier observé pour le gouvernement, des mesures ayant un impact sur les dépenses des quatre budgets qui ont précédé celui de 1999-2000.
3	Ventilation des crédits d'impôt remboursables sur les salaires liés aux activités de recherche et de développement : <ul style="list-style-type: none">— Pour les grandes entreprises;— Pour les PME;— Pour les entités universitaires.
4	Estimation du capital de risque au Québec qui dépend en tout ou en partie de mesures fiscales ou d'organismes publics relevant du gouvernement.
5	Ventilation de la provision pour créances douteuses en 1999-2000.
6	Quel est le résultat observé de l'assujettissement des caisses d'épargnes et de crédit et des fonds de travailleurs à la taxe sur le capital?
7	État de situation concernant le projet d'usine d'éthanol. Échéancier et prévisions budgétaires.
8	À combien estime-t-on les gains pour le gouvernement, en 1997-1998 et en 1998-1999, du report des remboursements de TVQ sur certains biens aux grandes entreprises.
9	Quel est le résultat observé des efforts budgétaires à l'égard des dépenses de programmes en 1997-1998 relatif : <ul style="list-style-type: none">a) à la réduction des coûts de main-d'œuvre;b) réforme de la fiscalité;c) autres mesures.
10	Quel est l'actif et le passif des fonds spéciaux créés depuis 1995-1996?
11	Quel est l'écart entre les taux de rendement des obligations à moyen terme et long terme (i.e. 5, 10 et 20 ans) du gouvernement du Québec par rapport aux autres provinces canadiennes?
12	Quelles furent les dépenses du ministère, et de ses organismes, en formation de la main-d'œuvre en pourcentage de la masse salariale?
13	Serait-il possible de reproduire le tableau 2.10 du Plan budgétaire 1999-2000 à la page 26 de la section 2, mais qui chiffrerait l'encours de la dette garantie par le gouvernement, pour les mêmes années, et en ajoutant une prévision pour 1999?

- 14 Le rendement annuel de la SGF sur le capital investi, depuis sa création.
 - 15 La liste des placements de la SGF depuis 1994, pour quel montant et le niveau de participation.
 - 16 L'évaluation des revenus, par sources, de Loto-Québec depuis 1990.
 - 17 À combien évalue-t-on la croissance des revenus autonomes pour chaque point de croissance nominale du PIB?
 - 18 Liste des sociétés dans lesquelles la SGF détient une participation financière avec :
 - a) le taux de participation (%);
 - b) la ventilation par régions;
 - c) les noms des représentants de la SGF dans chacune des sociétés concernées;
 - d) les changements intervenus depuis le 1^{er} avril 1998.
 - 19 Quel est l'impact sur les dépenses budgétaires d'une hausse de 100 points de base des taux d'intérêt?
 - 20 Quel est l'impact sur les dépenses budgétaires d'une baisse de 0,01\$ du dollar canadien par rapport au dollar US?
-

- 22 En regard du programme d'aide au démarrage d'entreprises (Plan Paillé), liste des demandes d'aide acceptées, des prêts octroyés de même que des emplois créés et des mauvaises créances (pertes) par projets pour 1995-1996, 1996-1997, 1997-1998 et 1998-1999 :

- a) par secteurs d'activité;
- b) par régions;
- c) par tailles d'entreprises.

— Voir document d'Investissement-Québec – Questions particulières

- 23 Liste des pertes enregistrées à chaque mois depuis l'existence du Plan Paillé.

— Voir document d'Investissement-Québec – Questions particulières

- 24 Nombre de demandes d'aide acceptées, montants octroyés, emplois créés et mauvaises créances (pertes) pour chacun des autres programmes d'aide financière administrés par la SDI ou Investissement-Québec en 1997-1998 et 1998-1999 :

- a) par secteurs d'activité;
- b) par régions;
- c) par tailles d'entreprise;
- d) pour le programme d'aide au démarrage d'entreprises (Plan Paillé).

— Voir document d'Investissement-Québec – Questions particulières

- 25 Montants accordés en subventions, en prêts, en exemption d'intérêts et délais moyens par étapes et par programmes pour chacun des programmes administrés par la SDI ou Investissement-Québec, en 1998-1999.

— Voir document d'Investissement-Québec – Questions particulières

- 28 Liste des projets, ayant suscité depuis le 1^{er} avril 1998, des investissements majeurs de l'étranger, ventilation de ces investissements et nombre d'emplois créés :
- a) par provenances géographiques;
 - b) par régions d'implantation;
 - c) par secteurs d'activité.
- Voir document d'Investissement-Québec – Questions particulières
- 29 Bilan d'activité, et évaluation des résultats du Programme d'aide à l'exportation. Nombre de demandes acceptées et montants versés en 1998-1999.
- Voir document d'Investissement-Québec – Questions particulières
- 30 Liste des entreprises ayant bénéficié d'une aide financière administrée et garantie par la SDI, ou Investissement-Québec, pour lesquelles une perte ou une provision pour perte apparaît à l'état financier 1998-1999 d'Investissement-Québec (SDI), en précisant :
- a) le montant de l'aide financière consentie;
 - b) le montant de la perte inscrit aux livres;
 - c) la nature de l'aide consentie (prêt, prêt sans intérêt, subvention);
 - d) la nature du programme (incluant le programme et le type d'aide).
- Voir document d'Investissement-Québec – Questions particulières
- 31 Grilles d'analyse utilisées lors de l'étude des demandes d'aide incluant les ratios financiers appliqués par Investissement-Québec.
- Voir document d'Investissement-Québec – Questions particulières
- 32 Liste des sociétés où Investissement-Québec détient une participation financière :
- a) indiquer le % de participation;
 - b) ventilation par régions;
 - c) noms des représentants d'Investissement-Québec dans chacune des sociétés concernées;
 - d) indiquer les changements intervenus après le 1^{er} avril 1998.
- Voir document d'Investissement-Québec – Questions particulières
- 33 Liste de toutes les décisions prises en vertu de l'article 27 de la loi sur Investissement-Québec, indiquant pour 1998-1999 :
- a) l'entreprise;
 - b) le type d'aide;
 - c) le montant octroyé et le coût total des projets;
 - d) le nombre d'emplois créés;
 - e) le nom des entreprises qui ne sont plus en opération et les pertes d'emplois correspondantes;
 - f) les pertes reliées aux actifs par types d'aide.
- Voir document d'Investissement-Québec – Questions particulières
- 37 Combien d'entreprises ont appliqué et combien d'entre elles ont été admises au Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi (FAIRE)?
- Voir document d'Investissement-Québec – Questions particulières
- 38 Quelles sont les sommes versées via ce Fonds?
- Voir document d'Investissement-Québec – Questions particulières

- 39 Quelle est la répartition géographique des entreprises qui ont reçu de l'aide via ce Fonds?
— *Voir document d'Investissement-Québec – Questions particulières*
- 65 Copie des plans stratégiques et d'orientation en matière d'investissements étrangers pour 1999-2000.
— *Voir document d'Investissement-Québec – Questions particulières*

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

QUESTION 1 – Quelle est la dépense fiscale observée pour le gouvernement des mesures ayant un impact sur les revenus des quatre budgets qui ont précédé celui de 1999-2000?

La dernière année pour laquelle les statistiques fiscales sont disponibles est 1996. Par conséquent, l'impact de la dépense fiscale relative aux mesures annoncées dans les budgets susmentionnés mais entrant en vigueur après l'année d'imposition 1996 n'est pas disponible (n.d.).

IMPACTS FINANCIERS DES MESURES RELATIVES À LA FISCALITÉ DES PARTICULIERS POUR LA DERNIÈRE ANNÉE OBSERVÉE (1996) (en millions de dollars)

BUDGET 1995-1996

Bonification du crédit d'impôt remboursable pour frais d'adoption	- 1
Nouvelle déduction pour les artistes à l'égard des revenus provenant de droits d'auteur	- 1
Hausse du crédit d'impôt pour contribution à un parti politique	- 1
Déduction pour personne habitant dans une région éloignée	- 2

BUDGET 1996-1997

Impôt minimum des particuliers	n.d.
Récupération de certains crédits d'impôt non remboursables à partir d'un revenu net de 26 000 \$	
– pour une personne vivant seule	24
– en raison de l'âge	22
– pour revenus de retraite	18
Limitations au crédit d'impôt pour frais médicaux	
Transformation en crédit d'impôt non remboursable de la déduction pour cotisation syndicale, professionnelle ou à une association artistique	n.d.
Restrictions au crédit d'impôt relatif aux actions émises par le FSTQ et par Fondation	18
Limitations de l'aide fiscale à la retraite	10

BUDGET 1997-1998

Réforme majeure de l'impôt sur le revenu des particuliers

Baisse importante et simplification majeure de l'impôt sur le revenu des particuliers	n.d.
Amélioration de l'aide fiscale aux étudiants	n.d.
Bonification de l'aide fiscale relative aux personnes handicapées	n.d.
Bonification du crédit d'impôt remboursable pour la taxe de vente	n.d.

BUDGET 1998-1999

Crédit d'impôt non remboursable à l'égard des intérêts payés sur un prêt étudiant	n.d.
Non-imposition des retraits des fonds des REÉR aux fins d'études	n.d.
Admissibilité des frais pour études à temps partiel au crédit d'impôt remboursable pour frais de garde d'enfants	n.d.
Exemption à l'impôt minimum des versements dans les REÉR et RPA	n.d.
Bonification de la réduction d'impôt à l'égard des familles pour les contribuables partageant un logement	n.d.
Nouveau crédit remboursable pour les résidents d'un village nordique	n.d.

n.d. : Données non disponibles pour les mesures entrant en vigueur après l'année d'imposition 1996.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Question 2 – Quel est l'impact financier observé pour le gouvernement des mesures ayant un impact sur les dépenses des quatre budgets qui ont précédé celui de 1999-2000 ?

- Le tableau qui suit présente le total annuel de l'impact estimé des mesures de dépenses annoncées à l'occasion de chacun des Discours sur le budget des exercices 1995-1996 à 1998-1999. Les montants correspondent à ceux présentés dans chacun des ces budgets.
- Le ministère des Finances ne dispose pas des données définitives. Le Secrétariat du Conseil du trésor serait plus en mesure de fournir cette information.

BUDGETS 1995-1996 à 1998-1999
Mesures ayant un impact sur les dépenses
(en millions de dollars)

	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Mesures du budget 1995-1996 ⁽¹⁾	71,0	130,0	43,0		
Mesures du budget 1996-1997 ⁽¹⁾		261,0	91,0	65,0	5,0
Mesures du budget 1997-1998 ⁽¹⁾			– 196,0	– 250,0	– 279,0
Mesures du budget 1998-1999				– 188,5	– 233,6
Total	71,0	391,0	– 62,0	– 373,5	– 507,6

(1) Excluant l'effort budgétaire annuel pour respecter l'objectif de dépenses de programmes.

Note : Un montant positif indique une baisse des dépenses et un montant négatif une hausse des dépenses.

IMPACT FINANCIER DES MESURES FISCALES ET BUDGÉTAIRES
DISCOURS SUR LE BUDGET 1995-1996 (suite)
(en millions de dollars)

	Impact sur le fardeau fiscal			Impact financier pour le gouvernement		
	1995	1996	1997	1995-1996	1996-1997	1997-1998
MESURES AYANT UN IMPACT SUR LES DÉPENSES						
1. Taxes à la consommation						
Hausse des contributions du gouvernement, à titre d'employeur, au Fonds des services de santé	—	—	—	- 13	- 14	- 14
2. Percevoir tous nos revenus						
Activités de vérification et de perception du ministère du Revenu	—	—	—	- 20	- 24	- 24
3. Mesures budgétaires						
Fonds des priorités gouvernementales en science et en technologie	—	—	—	- 8	- 12	- 14
Soutien au transfert et à la diffusion des technologies dans les PME	—	—	—	- 4	- 7	- 10
Fonds régionaux	—	—	—	- 5	- 6	- 6
Carrefours jeunesse-emploi	—	—	—	—	- 10	- 25
Projets Jeunesse	—	—	—	- 3	- 4	- 4
Programme de conservation du patrimoine religieux	—	—	—	- 2	- 5	- 5
Programme d'aide matérielle pour les personnes handicapées	—	—	—	- 2	—	—
Contrats d'intégration au travail des personnes handicapées	—	—	—	- 3	- 3	- 3
Commission de la capitale nationale du Québec	—	—	—	- 1	- 5	- 7
Programme d'aide à l'amélioration de la gestion des fumiers	—	—	—	- 5	- 5	—
Programme d'aide financière aux infrastructures d'aqueduc et d'égout	—	—	—	- 1	- 5	- 7
Route du Nord	—	—	—	- 4	—	—
Extension du réseau de gaz naturel vers l'est du Québec et les provinces maritimes	—	—	—	—	—	- 19
Sous-total	—	—	—	- 38	- 62	- 100
4. Organisation financière et pratiques comptables						
Améliorations apportées à la méthode de comptabilisation des dépenses de nature «capital»	—	—	—	142	123	112
Provisions pour pertes sur garanties de prêts	—	—	—	—	107	69
Sous-total	—	—	—	142	230	181
5. Mesures de réduction des dépenses de programmes						
Réduction des subventions aux entreprises	—	—	—	—	20	20
Réduction du niveau des dépenses de programmes	—	—	—	—	500	1 000
Sous-total	—	—	—	—	520	1 020
IMPACT TOTAL DES MESURES SUR LES DÉPENSES	—	—	—	71	650	1 063
IMPACT TOTAL DES MESURES FISCALES ET BUDGÉTAIRES	235	403	78	973	1 510	1 642

Note : Données arrondies. Le signe (-) indique une baisse du fardeau fiscal et un coût pour le gouvernement.

IMPACT FINANCIER DES MESURES FISCALES ET BUDGÉTAIRES
DISCOURS SUR LE BUDGET 1996-1997 (suite)
(en millions de dollars)

	Impact financier pour le gouvernement			
	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
MESURES AYANT UN IMPACT SUR LES DÉPENSES				
1. Mesures structurantes pour l'économie québécoise				
Stratégie d'appui à l'exportation et de promotion des investissements étrangers	- 20	- 25	- 28	- 27
Politique scientifique et technologique	- 2	- 9	- 12	- 15
Fonds de l'autoroute de l'information	- 3	- 8	- 10	- 8
Appui aux jeunes, à l'entrepreneuriat et aux régions	- 10	- 10	- 10	—
Fonds d'investissement de la culture et des communications	— ⁽¹⁾	— ⁽¹⁾	— ⁽¹⁾	— ⁽¹⁾
Mesures visant à favoriser la construction navale	- 4	- 4	- 4	- 4
Programme spécial de soutien au fonds de bourses pour stimuler l'industrie des courses de chevaux	— ⁽²⁾	—	—	—
Adaptation de l'industrie du bois de sciage résineux	- 2	- 2	- 2	—
Sous-total	- 42	- 58	- 66	- 54
2. Percevoir tous les revenus dus au gouvernement				
Activités de vérification et de perception du ministère du Revenu	- 30	- 30	- 30	- 30
Mesures pour enrayer le commerce illégal des boissons alcooliques	- 2	- 2	- 2	- 2
Mesures pour enrayer le travail au noir dans l'industrie de la construction	- 3	- 3	- 3	- 3
Appropriation des biens confisqués et recouvrement des amendes	- 5	- 2	—	—
Sous-total	- 40	- 37	- 35	- 35
3. Mesures pour favoriser l'avancement du français	- 5	- 5	- 5	- 5
IMPACT DES MESURES DE DÉVELOPPEMENT SUR LES DÉPENSES DE PROGRAMMES	- 87	- 100	- 106	- 94
Moins : affectation de la provision inscrite au fonds de suppléance en 1996-1997	<u>87</u>	<u>—</u>	<u>—</u>	<u>—</u>
	—	- 100	- 106	- 94
4. Fonds spécial de conservation et d'amélioration du réseau routier	246	180	127	77
5. Effort budgétaire à l'égard des dépenses de programmes				
1996-1997	2 245	2 245	2 245	2 245
1997-1998	—	2 669	2 669	2 669
1998-1999	—	—	1 289	1 289
1999-2000	—	—	—	1 279
Sous-total	2 245	4 914	6 203	7 482
IMPACT TOTAL DES MESURES SUR LES DÉPENSES DE PROGRAMMES	2 491	4 994	6 224	7 465
6. Mesures d'organisation financière affectant le service de la dette				
Titres du Québec échus et non réclamés	5	2	5	2
Modifications aux méthodes comptables applicables aux emprunts et aux instruments financiers	10	9	39	20
Sous-total	15	11	44	22
IMPACT TOTAL DES MESURES SUR LES DÉPENSES	2 506	5 005	6 268	7 487
IMPACT TOTAL DES MESURES FISCALES ET BUDGÉTAIRES	3 157	5 641	6 928	8 132

Note : Données arrondies. Le signe (-) indique un coût pour le gouvernement.

(1) Le montant de l'aide accordée est de 300 000 \$ par année.

(2) En 1996-1997, les crédits additionnels octroyés pourraient atteindre 500 000 \$.



IMPACT FINANCIER DES MESURES FISCALES ET BUDGÉTAIRES
DISCOURS SUR LE BUDGET 1997-1998 (suite)
(en millions de dollars)

	Impact financier pour le gouvernement		
	1997-1998	1998-1999	1999-2000
B. MESURES AYANT UN IMPACT SUR LES DÉPENSES			
1. Réforme de la fiscalité des particuliers : simplification, compétitivité et équité			
Hausse du crédit d'impôt remboursable pour taxe de vente	—	18,0	70,0
Hausse des crédits budgétaires des réseaux de la santé, des services sociaux et de l'éducation	- 5,0	- 20,0	- 20,0
Sous-total	- 5,0	- 2,0	50,0
2. Mesures visant à favoriser l'investissement, la croissance de l'emploi et le développement économique			
Stratégie d'appui à l'exportation	- 6,0	- 7,0	- 7,0
Favoriser le démarrage des investissements privés	- 99,0	- 52,8	- 49,4
Investissements publics	- 0,5 ⁽²⁾	- 43,9	- 107,6
Favoriser les opportunités d'emplois pour les jeunes	- 21,6	- 21,6	- 21,6
Appui au développement de l'économie sociale	- 14,3	- 26,6	- 49,9
Soutien au développement des milieux ruraux	- 3,0	- 3,0	- 3,0
Investissements dans les secteurs forestier et minier	- 10,0	- 12,0	- 11,0
Mesures visant à favoriser le développement touristique	- 3,1	- 3,1	- 1,6
Sous-total	- 158,0	- 170,0	- 251,0
3. Bonification de l'aide financière pour l'achat de livres	- 5,0	- 5,0	- 5,0
4. Politique à l'égard de l'habitation	—	- 45,0	- 45,0
5. Percevoir tous les revenus dus au gouvernement	- 28,0	- 28,0	- 28,0
IMPACT DES MESURES DU BUDGET SUR LES DÉPENSES	- 196,0	- 250,0	- 279,0
C. EFFORT BUDGÉTAIRE À L'ÉGARD DES DÉPENSES DE PROGRAMMES			
1997-1998 ⁽³⁾	2 328,0	2 983,0	2 983,0
1998-1999		764,0	764,0
1999-2000			1 094,0
EFFORT BUDGÉTAIRE TOTAL	2 328,0	3 747,0	4 841,0
D. IMPACT TOTAL DES MESURES FISCALES ET BUDGÉTAIRES	2 918,0	4 227,0	5 026,0
Note : Un montant négatif indique un coût pour le gouvernement.			
(1) L'impact total de la réforme fiscale présentée à la section 1 de l'annexe A correspond au total de l'impact de la réforme sur les revenus et les dépenses budgétaires.			
(2) En 1997-1998, la hausse des dépenses découlant des investissements additionnels dans le réseau routier est déjà prévue aux crédits budgétaires 1997-1998.			
(3) Effort budgétaire en 1997-1998 :			
Réduction des coûts de main-d'œuvre	831,0	1 100,0	1 100,0
Réforme de la fiscalité locale	125,0	500,0	500,0
Autres mesures	1 372,0	1 383,0	1 383,0
Total	2 328,0	2 983,0	2 983,0

IMPACT FINANCIER DES MESURES FISCALES ET BUDGÉTAIRES
DISCOURS SUR LE BUDGET 1998-1999 (suite)
(en millions de dollars)

	Impact financier pour le gouvernement	
	1998-1999	1999-2000
B. MESURES AYANT UN IMPACT SUR LES DÉPENSES		
1. De nouveaux outils pour accroître les investissements		
De meilleurs outils de promotion et d'aide au financement		
Création d'Investissement-Québec	- 2,0	- 4,0
Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi (FAIRE)	- 44,0	- 75,5
Sous-total	- 46,0	- 79,5
Réorganisation des sociétés d'État d'investissement		
Sociétés Innovatech	4,5	6,0
Innovatech Régions ressources	- 0,3	- 0,7
Sous-total	4,2	5,3
Investissements structurants additionnels		
Soutien au développement de l'industrie minière	- 6,0	- 6,0
Extension en régions du réseau gazier	- 3,0	- 5,0
Aide financière additionnelle aux infrastructures d'aqueduc, d'égout et d'assainissement des eaux	- 1,0	- 2,7
Aide financière additionnelle pour la mise en valeur des forêts privées	- 5,0	- 5,0
Fonds de développement des exportations agroalimentaires	- 2,0	- 2,0
Financement des activités de recherche en agriculture et en agroalimentaire	- 1,0	- 1,0
Soutien au développement des produits du terroir	- 0,3	- 0,5
Bonification du Programme d'aide à l'investissement en agroenvironnement	- 4,0	- 8,0
Fonds de diversification de l'économie de la Capitale	- 5,0	- 10,0
Institut national d'optique	- 2,5	- 1,0
Promotion et développement touristique	- 3,0	- 2,0
Agence de l'efficacité énergétique	- 1,5	- 1,5
Sous-total	- 34,3	- 44,7
Sous-total	- 76,1	- 118,9
2. Favoriser la réussite des jeunes		
Intensifier les liens entre la formation et le milieu du travail		
Financement de l'alternance travail-études	- 1,9	- 3,4
Fonds étudiant solidarité travail du Québec (FESTQ)	- 10,0	—
Aide financière pour le développement des formations courtes	- 1,3	- 2,7
Développement des études doctorales en partenariat avec l'industrie	- 0,9	- 1,8
Programme de réorientation des ingénieurs sans emploi vers le secteur des technologies de l'information	- 0,5	- 0,5
Centre international de formation en télécommunication (CIFT)	- 0,8	- 2,3
Sous-total	- 15,4	- 10,7

IMPACT FINANCIER DES MESURES FISCALES ET BUDGÉTAIRES**DISCOURS SUR LE BUDGET 1998-1999 (suite)**

(en millions de dollars)

	Impact financier pour le gouvernement	
	1998-1999	1999-2000
2. Favoriser la réussite des jeunes (suite)		
Soutenir la création d'emplois pour les jeunes		
Bonification du Programme d'amélioration des compétences en science et en technologie (PACST)	- 10,3	- 10,5
Création d'emplois d'été et de stages pour étudiants dans la fonction publique	- 4,5	—
Stages « Québec-Monde »	- 1,3	- 2,1
Programme de développement de l'employabilité des nouveaux diplômés	- 4,3	- 4,3
Élargissement du Programme Impact-PME	- 3,8	- 18,0
Plan d'amélioration de l'offre touristique en milieu naturel	- 3,9	- 3,2
Sous-total	- 28,1	- 38,1
Assister les jeunes en situation difficile		
Programmes et services en toxicomanie	- 5,0	- 5,0
Prévention du suicide	- 5,0	- 5,0
Sous-total	- 10,0	- 10,0
Des services de qualité pour la petite enfance : services éducatifs et de garde à contribution réduite	- 25,0	- 25,0
Sous-total	- 78,5	- 83,8
3. Favoriser le développement du secteur financier		
Développement d'une stratégie de promotion par CFI Montréal	- 0,1	- 0,1
Création d'un institut international de formation et de recherche en finance mathématique et en intermédiation financière	- 1,1	- 1,1
Sous-total	- 1,2	- 1,2
4. Soutenir la culture et les industries culturelles		
Politique de la lecture et du livre	- 8,0	- 8,0
Politique québécoise de l'autoroute de l'information	- 4,0	- 4,0
Création d'un programme de financement intérimaire pour le crédit d'impôt pour la production de titres multimédias	- 0,1	- 0,1
Stabilisation financière des organismes culturels	- 0,5	- 0,5
Développement des marchés culturels	- 2,0	- 2,0
Restauration et conservation du patrimoine religieux et amélioration des équipements culturels et des bibliothèques publiques	- 0,2	- 0,8
Sous-total	- 14,8	- 15,4

IMPACT FINANCIER DES MESURES FISCALES ET BUDGÉTAIRES
DISCOURS SUR LE BUDGET 1998-1999 (suite)
(en millions de dollars)

	Impact financier pour le gouvernement	
	1998-1999	1999-2000
5. Autres mesures ayant un impact sur les dépenses		
Institut de développement de l'économie et de l'emploi (IDÉE)	- 1,0	- 1,0
Soutien au développement des nations autochtones	- 5,0	- 7,0
Stages au ministère de la Justice	- 0,5	- 0,5
Aide financière aux municipalités régionales de comté et aux communautés urbaines	- 0,4	- 0,8
Provision pour percevoir tous les revenus dus au gouvernement	- 6,0	—
Conseils régionaux de développement	- 5,0	- 5,0
Sous-total	- 17,9	- 14,3
IMPACT TOTAL DES MESURES SUR LES DÉPENSES	- 188,5	- 233,6
IMPACT TOTAL DES MESURES SUR LES REVENUS	- 25,0	- 129,0
IMPACT TOTAL DES MESURES FISCALES ET BUDGÉTAIRES	- 213,5	- 362,6

Note : Un montant négatif indique un coût pour le gouvernement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

QUESTION 3 – Quel est la ventilation des crédits d'impôt remboursables sur les salaires liés aux activités de recherche et développement (grandes entreprises, PME et entités universitaires)?

- En 1995, dernier avis disponible, 52,3 % de l'ensemble des crédits d'impôt à la R-D, soit 310,3 millions de dollars, étaient réclamés par des PME (entreprises ayant un actif de 25 millions de dollars et moins) et 47,7 % par de grandes entreprises.
- 18,6 millions de dollars ont été réclamés à l'égard du crédit d'impôt pour les contrats de recherche universitaire.

Crédit d'impôt à la R-D; 1995 (en milliers de dollars)

Composantes	1995
<i>Nombre d'entreprises</i>	3 586
<i>Crédits d'impôt pour la R-D ('000 \$)</i>	
- salaires	264 052
- recherche universitaire	18 560
- consortium	2 801
- autres ⁽¹⁾	24 910
- Total	310 323

Source : Ministère du Revenu

(1) Projets mobilisateurs et projets d'innovation technologique environnementale.

Ventilation des crédits d'impôt R-D (en '000 \$)

Année	1995		
	PME	Grandes	Total
- montant	162 367	147 956	310 323
- en pourcentage	52,3%	47,7%	100%

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Question 4 – Estimation du capital de risque qui dépend en tout ou en partie de mesures fiscales ou d'organismes publics relevant du gouvernement

- Au total, près de 80 % du capital de risque au Québec dépend en tout ou en partie de mesures fiscales ou d'organismes publics relevant du gouvernement.

Distribution de l'offre de capital de risque au Québec¹ (en 1997)

	En %
Gouvernements	
Fonds de travailleurs	55
Gouvernements	9
Autres	14
Sous-total	78
Secteur privé	
Fonds privés indépendants	10
Corporations financières et autres	12
Sous-total	22
Total	100

(1) Macdonald & Associated Limited et MICST

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Question 5 – Quelle est la ventilation de la provision pour créances douteuses en 1999-2000 ?

Dépenses relatives aux provisions pour créances douteuses et autres 1999-2000 (en millions de dollars)

	Créances douteuses	Pertes sur interventions financières garanties	Total
Éducation	70,8	32,0	102,8
Emploi, Solidarité sociale	34,8	—	34,8
Finances	—	32,5	32,5
Revenu	205,0	—	205,0
Autres ministères	22,7	1,7	24,4
TOTAL 1999-2000	333,3	66,2	399,5
COMPARATIF 1998-1999	411,3	101,6	512,9 ⁽²⁾

- (1) Budget de dépenses 1999-2000, Volume II, Message du Président du Conseil du trésor et renseignements supplémentaires, p. 69.
- (2) L'écart entre la prévision 1999-2000 s'explique essentiellement par la dépense relative à la provision pour créances douteuses au ministère du Revenu qui devrait s'établir à 205 millions de dollars en 1999-2000 comparativement à 304 millions de dollars en 1998-1999.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

QUESTION 6 – Quel est le résultat observé de l'assujettissement des caisses d'épargnes et de crédit et des fonds de travailleurs à la taxe sur le capital?

- Selon nos évaluations l'impact de l'assujettissement en 1997 est de 20 millions de dollars pour les Caisses d'épargne et de crédit et de 5 millions de dollars pour les Fonds de travailleurs.

Impact sur le fardeau fiscal découlant de l'assujettissement des caisses d'épargnes et de crédit et des fonds de travailleurs à la taxe sur le capital
(en millions de dollars)

	1996	1997
• Caisse d'épargne et de crédit	15	20
• Fonds des travailleurs	3	5

- Les données réelles pour 1996 et 1997 seront disponibles prochainement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

QUESTION 7 – État de situation concernant le projet d'usine d'éthanol. Échéancier et prévisions budgétaires
--

État de la situation

- Le 12 décembre 1996, le gouvernement a annoncé qu'à compter du 1^{er} janvier 1999, la taxe sur les carburants applicable à un mélange composé d'essence et d'éthanol serait réduite.
- L'instauration d'une telle mesure de réduction visait à favoriser l'implantation d'une usine d'éthanol au Québec, dont la construction devait débuter en 1998 pour que l'usine soit pleinement opérationnelle en 1999.
- Or, depuis cette annonce, il est apparu que la construction de l'usine ne pourrait être entreprise dans les délais prévus.
- Dans ce contexte, l'application de la mesure de réduction de la taxe sur les carburants applicable à un mélange composé d'essence et d'éthanol a été reportée à une date qui sera précisée ultérieurement.
- Par ailleurs, Pétro Canada s'est tout récemment engagé par contrat à acheter 90% de la production d'éthanol de la future usine.
- Selon le promoteur, deux autres conditions doivent encore être réalisées avant que la mise en chantier de l'usine ne puisse débuter :
 - obtenir un certificat d'autorisation du ministère de l'Environnement;
 - boucler le financement du projet avec un consortium bancaire.
- Si tout se déroule comme prévu, la construction de l'usine pourrait commencer dès l'automne.

Rappel

- Le 30 mai 1997, une entente à long terme a été conclue entre le gouvernement du Québec et la Société des Alcools de commerce Inc. garantissant au promoteur le maintien de la réduction de taxe pour une période de 13 ans. Par ailleurs, elle incorpore une clause de partage des profits.
- La Société des Alcools de commerce Inc. envisage de construire au Québec une usine produisant 150 millions de litres d'éthanol, dont 125 millions de litres pour mélanger à l'essence.
- La réduction de la taxe sur les carburants accordée à l'égard de l'éthanol correspond à un peu moins de 20 cents le litre.
- Le coût fiscal du rabais de taxe est de 25 millions de dollars annuellement (excluant les retombées fiscales positives découlant de l'activité économique générée par la construction et l'opération de l'usine).

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

QUESTION 8 – À combien estime-t-on les gains pour le gouvernement, en 1997-1998 et en 1998-1999, du report des remboursements de TVQ sur certains biens aux grandes entreprises?

- Depuis la réforme du régime des taxes à la consommation, environ 98 % des sociétés bénéficient de remboursements de la TVQ sur les achats et leurs investissements.
- Le régime de taxe de l'Ontario n'accorde pas de remboursement de taxes aux entreprises.
- Le Québec rembourse plus de 1 milliard de taxes aux entreprises québécoises.
- Les entreprises ne reçoivent pas le remboursement de TVQ sur certains biens, pour un total de 479 M\$ en 1998-1999.

Report des remboursements de TVQ sur certains biens (en millions de dollars)

1997-1998	1998-1999
442	479

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Question 9 a)– Quel est le résultat observé des efforts budgétaires à l'égard des dépenses de programmes en 1997-1998 relatif à la réduction des coûts de main-d'œuvre (programme de départs volontaires) ?

- Le programme de départs volontaires (PDV) visait initialement le départ de 18 460 personnes, soit 16 500 équivalents temps complets (ETC).
- Cet objectif a été amplement dépassé car 36 477 personnes, 33 045 ETC, se sont prévaluées du programme.

DÉPARTS PRÉVUS ET RÉALISÉS PAR SECTEUR

	Prévisions (ETC)	Résultats (ETC)	Écarts (ETC)
Fonction publique	2 955	3 126	171
Réseaux de l'éducation	5 750	11 721	5 971
Réseaux de la santé	7 795	16 564	8 769
Autres ⁽¹⁾	s.o.	1 634	1 634
Total	16 500	33 045	16 545

(1) Incluant les organismes d'État dont les effectifs sont non assujettis à la Loi sur la fonction publique, les universités et les établissements primaire, secondaire et collégial.

- Cependant, le plus grand nombre de départs que prévu a nécessité un certain nombre de remplacements pour continuer d'assurer les services à la population :
 - dans le secteur de la fonction publique, l'ensemble des postes libérés ont été abolis;
 - dans le réseau de l'éducation, 9 289 départs ont été remplacés;
 - dans le réseau de la santé et des services sociaux, 10 164 postes libérés ont été remplacés.
- Tel que prévu, les économies réalisées par la mise en place du PDV sont de l'ordre de 830 millions de dollars en 1997-1998 et de 1,1 milliard de dollars à compter de 1998-1999.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Question 9 b)– Quel est le résultat observé des efforts budgétaires à l'égard des dépenses de programme en 1997-1998 relatif à la réforme de la fiscalité municipale ?

- Dans le cadre du plan de redressement des finances publiques, le gouvernement du Québec a conclu, en octobre 1997, une entente avec l'ensemble des municipalités.
- Le Fonds spécial de financement des activités locales prévoit le financement par les municipalités, à compter du 1^{er} janvier 1998, de certaines dépenses gouvernementales :
 - les activités de nature locale financées par le Fonds sont essentiellement celles du Programme d'assainissement des eaux du Québec;
 - le Fonds est principalement constitué des contributions que doivent y verser les municipalités pour chacune des années civiles 1998 et 1999, et des recettes provenant de la taxation à laquelle sont soumis les réseaux de télécommunications, de gaz et d'électricité.
 - les économies générées en 1997-1998 ont été de 125 millions de dollars, tel que prévu à la loi constitutive du Fonds et au Discours sur le budget 1997-1998.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Question 9 c)– Quel est le résultat observé des efforts budgétaires à l'égard des dépenses de programme en 1997-1998 relatif aux autres mesures ?

- Deux mesures particulières ont eu pour effet de générer des économies importantes en 1997-1998 :
 - réduction des coûts de main-d'œuvre de 831 M\$ (Programme de départs volontaires);
 - participation de 125 M\$ du monde municipal à l'effort budgétaire gouvernemental suite à l'entente conclue en octobre 1997.
- D'autres mesures totalisant près de 1,4 milliard de dollars, essentiellement des rationalisations de dépenses des ministères et organismes, ont été réalisées en 1997-1998.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

MINISTÈRE DES FINANCES DEMANDES PARTICULIÈRES DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 10 – QUEL EST L'ACTIF ET LE PASSIF DES FONDS SPÉCIAUX CRÉÉS DEPUIS 1995-1996?

Avant 1995-1996, il y avait 23 fonds spéciaux⁽¹⁾ en activité au gouvernement.

De 1995-1996 à 1997-1998, le gouvernement a mis en place 21 nouveaux fonds spéciaux. Il faut noter qu'il y a deux nouveaux fonds qui se sont ajoutés en 1998-1999.

Le tableau suivant présente l'actif total, le passif total et l'excédent des fonds spéciaux comptabilisés au bilan consolidé du gouvernement pour 1997-1998.

BILAN 1997-1998 En milliards de dollars	ACTIF TOTAL	PASSIF TOTAL	EXCÉDENT
Fonds spéciaux créés avant 1995–1996⁽²⁾			
Fonds de financement	6,575	6,574	0,001
Autres fonds (14)	0,469	0,332	0,137
Total	7,044	6,906	0,138
Fonds spéciaux créés depuis 1995-1996 (21)			
Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier	0,844	0,844	0
Fonds relatif à la tempête de verglas	0,624	0,624	0
Autres fonds	0,816	0,720	0,096
Total	2,284	2,188	0,096

- (1) 10 de ces fonds sont maintenant regroupés dans le Fonds des services gouvernementaux et le Fonds de l'état civil était antérieurement inclus dans le Fonds des registres.
- (2) N'inclut pas les données du Fonds des services de santé dont les activités étaient déjà comprises dans le périmètre comptable du gouvernement.

Actif total

En milliers de dollars

	1996-1997	1997-1998
Fonds spéciaux créés après 1995/96		
1 Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées (Saguenay)	55 163,0	131 293,0
2 Fonds d'aide à l'action communautaire et autonome	5 847,7	5 581,2
3 Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier	412 035,6	843 874,7
4 Fonds de développement du marché du travail	0,0	200,0
5 Fonds de développement régional	0,0	0,0
6 Fonds de financement des activités locales	0,0	58 214,3
7 Fonds de gestion des départs assistés	115 237,5	87 029,5
8 Fonds de l'assurance médicaments	44 250,0	221 950,0
9 Fonds de l'industrie des courses de chevaux	916,4	1 139,5
10 Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail	0,0	75 532,0
11 Fonds de partenariat touristique	0,0	17 233,7
12 Fonds de perception	9 035,0	16 977,0
13 Fonds de perception des pensions alimentaires	8 623,5	11 371,9
14 Fonds de vente de biens et services du ministère des Ressources naturelles	4 206,9	5 026,3
15 Fonds des services policiers aux municipalités	33 100,7	33 388,9
16 Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor	1 217,7	2 974,9
17 Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi, Solidarité	9 099,1	27 058,0
18 Fonds des technologies de l'information du ministère des Finances	3 295,1	7 949,7
19 Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu	21 095,4	51 188,1
20 Fonds du Centre de gestion des équipements roulants	0,0	0,0
21 Fonds forestier	8 048,0	39 146,9
22 Fonds relatifs à tempête du verglas	0,0	623 843,0
23 Fonds national de formation de la main d'œuvre ²	8 657,0	23 042,0
ACTIF TOTAL	739 828,4	2 284 014,6
ACTIF TOTAL(excluant le FCARR et le Fonds relatifs à la tempête du verglas)	327 792,8	816 296,9

Fonds spéciaux créés avant 1995/96

1 Fonds d'information géographique et foncière	3 537,7	3 128,0
2 Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	842,6	318,3
3 Fonds de développement international ⁴	0,0	0,0
4 Fonds de la formation à distance ⁴	0,0	0,0
5 Fonds de financement	4 711 897,8	6 574 948,2
6 Fonds de l'état civil ⁵	6 192,0	8 958,9
7 Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger	11 390,3	9 909,7
8 Fonds de l'information gouvernementale	10 175,1	12 592,8
9 Fonds de la réforme du cadastre québécois	72 954,7	86 169,5
10 Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun	13 755,0	14 353,0
11 Fonds des registres	16 480,0	29 994,4
12 Fonds des services de santé ¹	0,0	0,0
13 Fonds des services gouvernementaux ³	319 169,4	299 500,6
14 Fonds du Bureau de la statistique du Québec	541,2	1 427,4
15 Fonds spécial olympique	0,0	2 730,5
ACTIF TOTAL	5 166 935,7	7 044 031,2
ACTIF TOTAL (excluant le Fonds de financement)	455 038,0	469 083,1

¹ Le Fonds des services de santé est déjà inclus dans le Fonds consolidé du revenu.

² Le Fonds national de main- d'œuvre est un fonds de nature fiduciaire exclus du périmètre comptable .

³ Le Fonds des services gouvernementaux regroupe 10 fonds qui étaient auparavant distincts.

⁴Le Fonds de la formation à distance et le Fonds de développement international ne sont plus en activité.

⁵Le Fonds de l'état civil était inclus auparavant dans le Fond des registres.

PASSIF TOTAL (CT+LT)

En milliers de dollars

Fonds spéciaux créés après 1995-1996		1996-1997	1997-1998
1 Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées (Saguenay)		55 163,0	131 293,0
2 Fonds d'aide à l'action communautaire et autonome		492,2	2 251,7
3 Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier		412 035,6	843 874,7
4 Fonds de développement du marché du travail		0,0	157,5
5 Fonds de développement régional		0,0	0,0
6 Fonds de financement des activités locales		0,0	58 214,2
7 Fonds de gestion des départs assistés		115 237,5	87 029,4
8 Fonds de l'assurance médicaments		37 983,0	235 176,0
9 Fonds de l'industrie des courses de chevaux		916,4	1 139,5
10 Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail		0,0	8 518,9
11 Fonds de partenariat touristique		0,0	17 197,8
12 Fonds de perception		4 143,8	13 216,6
13 Fonds de perception des pensions alimentaires		8 623,5	11 371,9
14 Fonds de vente de biens et services du ministère des Ressources naturelles		4 318,7	4 535,4
15 Fonds des services policiers aux municipalités		33 100,7	33 388,9
16 Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor		1 217,7	2 974,9
17 Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi, Solidarité		9 099,1	27 058,0
18 Fonds des technologies de l'information du ministère des Finances		3 295,1	7 949,7
19 Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu		21 095,4	51 188,1
20 Fonds du Centre de gestion des équipements roulants		0,0	0,0
21 Fonds forestier		1 511,4	23 798,5
22 Fonds relatifs à tempête du verglas		0,0	623 843,0
23 Fonds national de formation de la main d'œuvre ²		2 272,0	3 675,0
PASSIF TOTAL (CT ET LT)		710 504,9	2 187 852,7
PASSIF TOTAL (excluant le FCARR et le Fonds relatifs à la tempête du verglas)		298 469,3	720 135,0

Fonds spéciaux créés avant 1995-1996

1 Fonds d'information géographique et foncière	3 203,6	2 592,6
2 Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	20,2	3,7
3 Fonds de développement international ⁴	0,0	0,0
4 Fonds de la formation à distance ⁴	0,0	0,0
5 Fonds de financement	4 709 509,6	6 573 644,2
6 Fonds de l'état civil ⁵	6 286,6	8 161,1
7 Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger	11 282,7	9 844,3
8 Fonds de l'information gouvernementale	11 112,2	12 603,4
9 Fonds de la réforme du cadastre québécois	3 808,0	5 045,1
10 Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun	13 755,0	14 353,0
11 Fonds des registres	12 333,8	11 335,0
12 Fonds des services de santé ¹	0,0	0,0
13 Fonds des services gouvernementaux ³	294 022,0	267 393,1
14 Fonds du Bureau de la statistique du Québec	624,8	1 486,0
15 Fonds spécial olympique	0,0	0,0
PASSIF TOTAL (CT ET LT)	5 065 958,6	6 906 461,5
PASSIF TOTAL (CT ET LT) excluant le Fonds de financement	356 449,0	332 817,2

¹ Le Fonds des services de santé est déjà inclus dans le Fonds consolidé du revenu.

² Le Fonds national de main- d'œuvre est un fonds de nature fiduciaire exclus du périmètre comptable .

³ Le Fonds des services gouvernementaux regroupe 10 fonds qui étaient auparavant distincts.

⁴Le Fonds de la formation à distance et le Fonds de développement international ne sont plus en activité.

⁵Le Fonds de l'état civil était inclus auparavant dans le Fond des registres.

Excédent (déficit) cumulé fonds spéciaux

En milliers de dollars

Fonds spéciaux créés après 1995-1996		1996-1997	1997-1998
1 Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées (Saguenay)		0,0	0,0
2 Fonds d'aide à l'action communautaire et autonome		5 355,5	3 329,5
3 Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier		0,0	0,0
4 Fonds de développement du marché du travail		0,0	42,5
5 Fonds de développement régional		0,0	0,0
6 Fonds de financement des activités locales		0,0	0,0
7 Fonds de gestion des départs assistés		0,0	0,0
8 Fonds de l'assurance médicaments		6 267,0	-13 226,0
9 Fonds de l'industrie des courses de chevaux		0,0	0,0
10 Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail		0,0	67 013,1
11 Fonds de partenariat touristique		0,0	35,9
12 Fonds de perception		4 891,2	3 760,5
13 Fonds de perception des pensions alimentaires		0,0	0,0
14 Fonds de vente de biens et services du ministère des Ressources naturelles		-111,8	490,9
15 Fonds des services policiers aux municipalités		0,0	0,0
16 Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor		0,0	0,0
17 Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi, Solidarité		0,0	0,0
18 Fonds des technologies de l'information du ministère des Finances		0,0	0,0
19 Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu		0,0	0,0
20 Fonds du Centre de gestion des équipements roulants		0,0	0,0
21 Fonds forestier		6 536,6	15 348,4
22 Fonds relatifs à tempête du verglas		0,0	0,0
23 Fonds national de formation de la main d'œuvre ²		6 385,0	19 367,0

TOTAL DES EXCÉDENTS	29 323,5	96 161,9
TOTAL DES EXCÉDENTS (excluant FCARR et le Fonds relatifs à la tempête du verglas)	29 323,5	96 161,9

Fonds spéciaux créés avant 1995-1996

1 Fonds d'information géographique et foncière	334,0	535,4
2 Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	822,4	314,6
3 Fonds de développement international ⁴	0,0	0,0
4 Fonds de la formation à distance ⁴	0,0	0,0
5 Fonds de financement	2 388,2	1 303,9
6 Fonds de l'état civil ⁵	-94,6	797,7
7 Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger	107,6	65,5
8 Fonds de l'information gouvernementale	-937,1	-10,5
9 Fonds de la réforme du cadastre québécois	69 146,7	81 124,4
10 Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun	0,0	0,0
11 Fonds des registres	4 146,2	18 659,4
12 Fonds des services de santé ¹	0,0	0,0
13 Fonds des services gouvernementaux ³	25 147,3	32 107,4
14 Fonds du Bureau de la statistique du Québec	-83,6	-58,6
15 Fonds spécial olympique	0,0	2 730,5

TOTAL DES EXCÉDENTS	100 977,1	137 569,8
TOTAL DES EXCÉDENTS excluant le Fonds de financement	98 588,9	136 265,8

¹ Le Fonds des services de santé est déjà inclus dans le Fonds consolidé du revenu.

² Le Fonds national de main- d'œuvre est un fonds de nature fiduciaire exclus du périmètre comptable .

³ Le Fonds des services gouvernementaux regroupe 10 fonds qui étaient auparavant distincts.

⁴ Le Fonds de la formation à distance et le Fonds de développement international ne sont plus en activité.

⁵ Le Fonds de l'état civil était inclus auparavant dans le Fond des registres.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

MINISTÈRE DES FINANCES DEMANDES PARTICULIÈRES DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

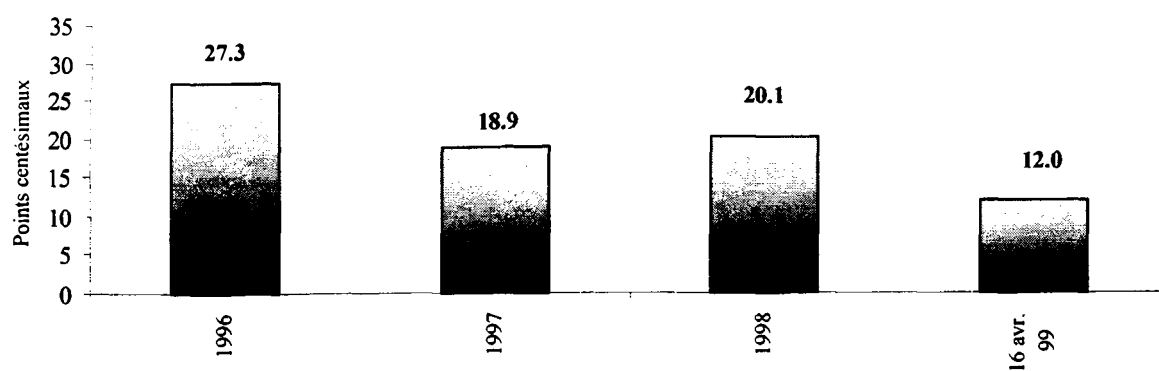
QUESTION 11 - Quel est l'écart entre les taux de rendement des obligations à moyen terme et long terme (i.e. 5, 10 et 20 ans) du gouvernement du Québec par rapport aux autres provinces?

Le tableau suivant présente les écarts entre le taux de rendement à moyen et long terme des obligations du gouvernement du Québec par rapport aux autres provinces canadiennes.

Voir graphiques ci-jointes

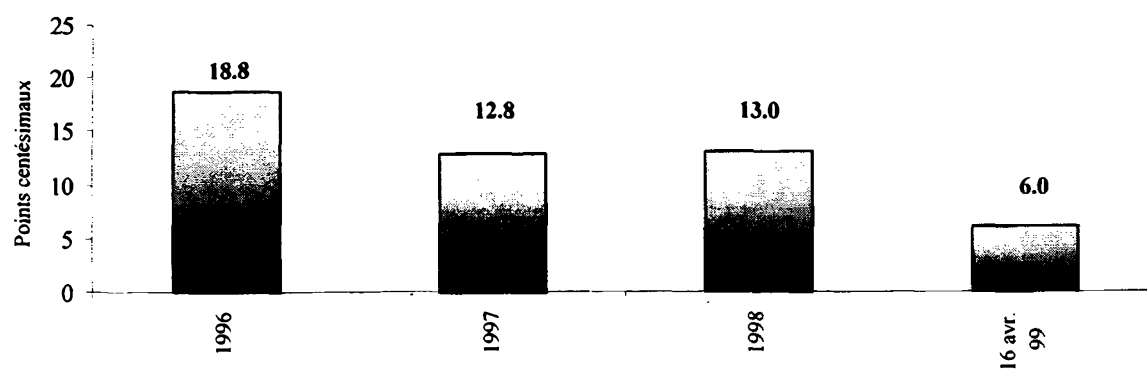
**ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 5 ANS QUÉBEC, PAR RAPPORT
AUX OBLIGATIONS DU GOUVERNEMENT DE L'ALBERTA**

1996 AU 16 AVRIL 1999



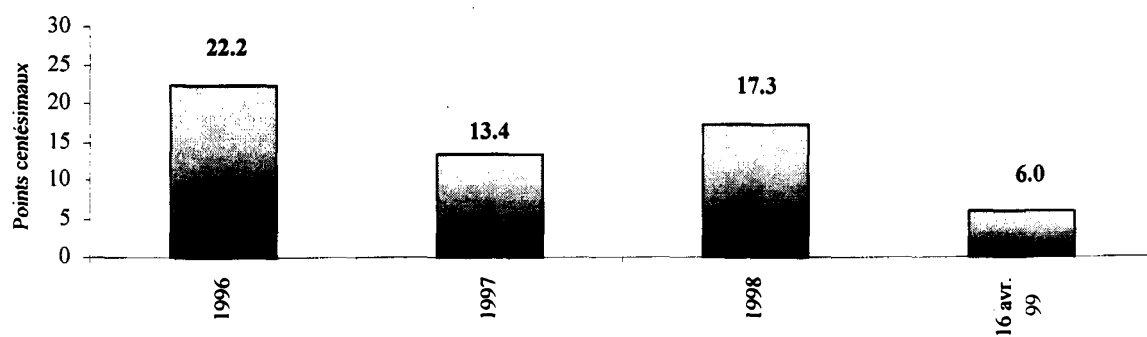
**ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 5 ANS QUÉBEC, PAR RAPPORT
AUX OBLIGATIONS DU GOUVERNEMENT DE LA SASKATCHEWAN**

1996 AU 16 AVRIL 1999

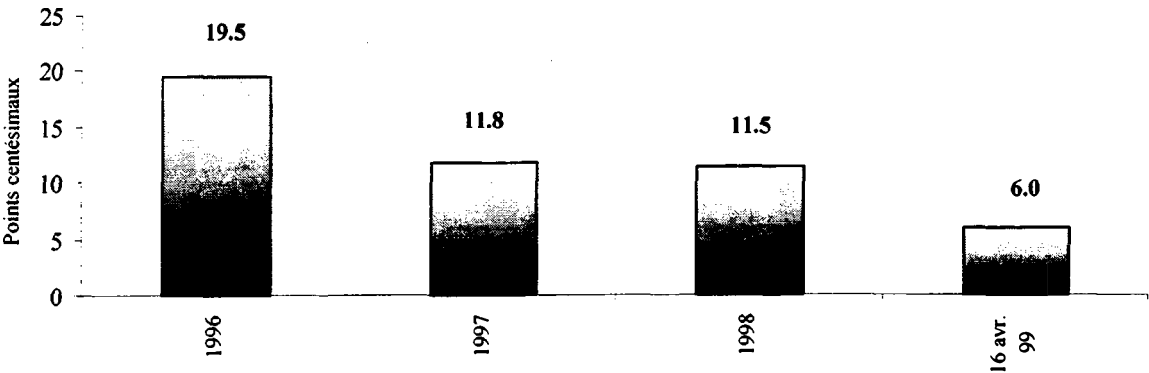


**ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 5 ANS QUÉBEC, PAR RAPPORT
AUX OBLIGATIONS DU GOUVERNEMENT DU MANITOBA**

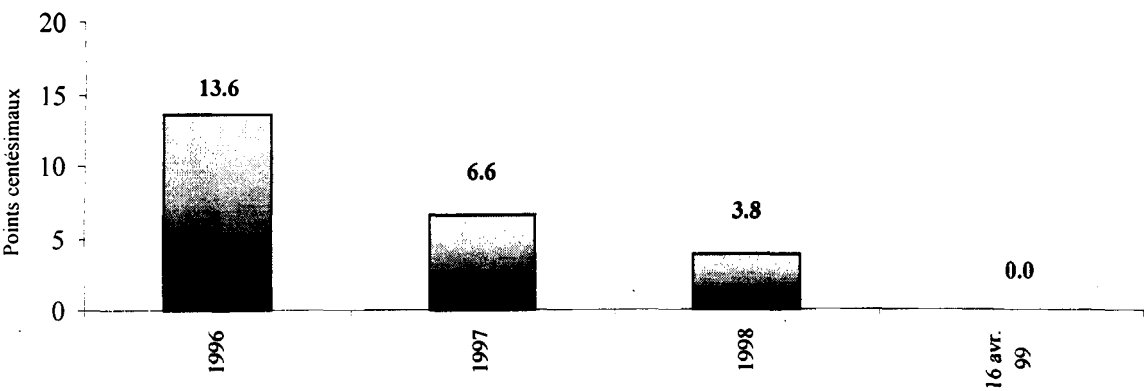
1996 AU 16 AVRIL 1999



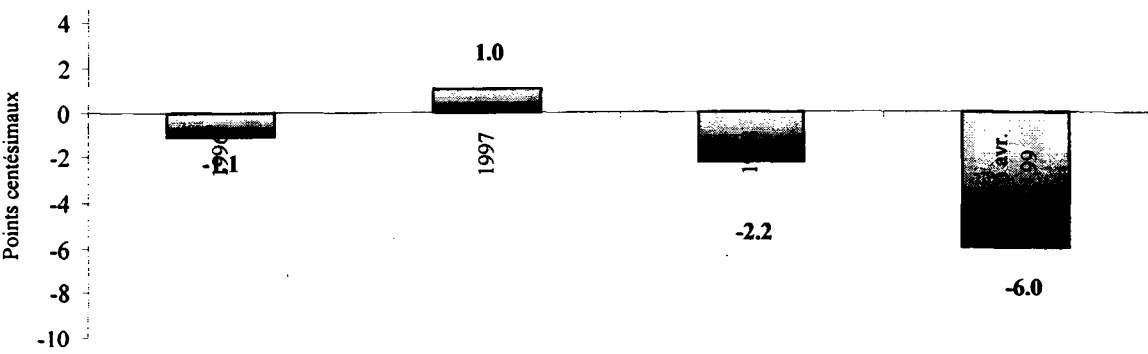
**ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 5 ANS QUÉBEC, PAR RAPPORT AUX
OBLIGATIONS DU GOUVERNEMENT DU NOUVEAU-BRUNSWICK
1996 AU 16 AVRIL 1999**



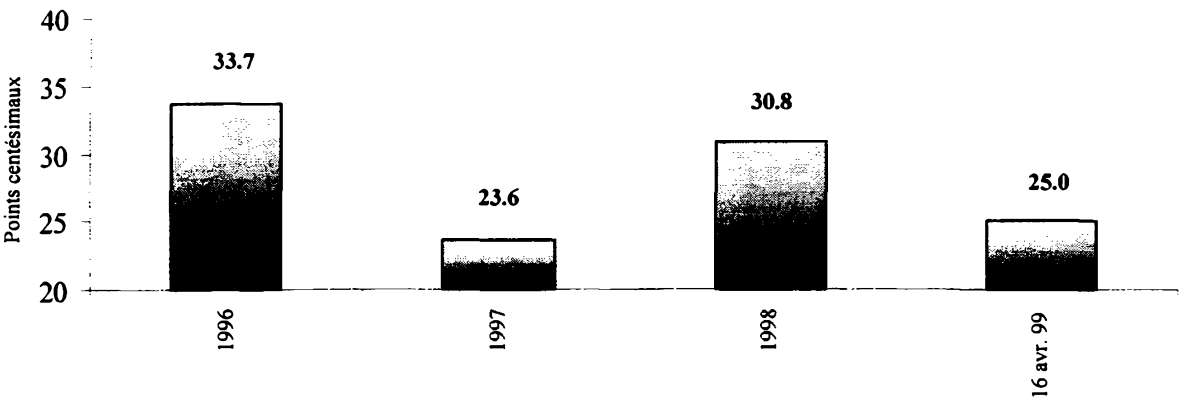
**ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 5 ANS QUÉBEC, PAR RAPPORT
AUX OBLIGATIONS DU GOUVERNEMENT DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE
1996 AU 16 AVRIL 1999**



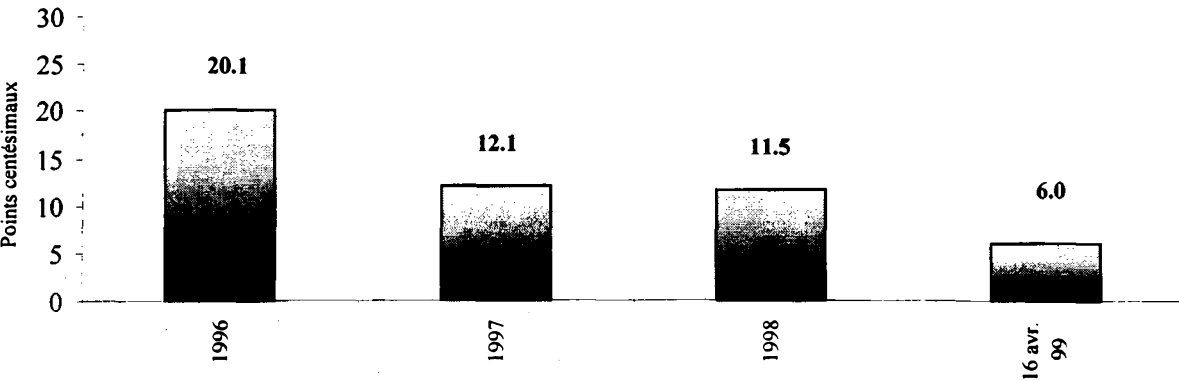
**ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 5 ANS QUÉBEC, PAR RAPPORT
AUX OBLIGATIONS DU GOUVERNEMENT DE TERRE-NEUVE
1996 AU 16 AVRIL 1999**



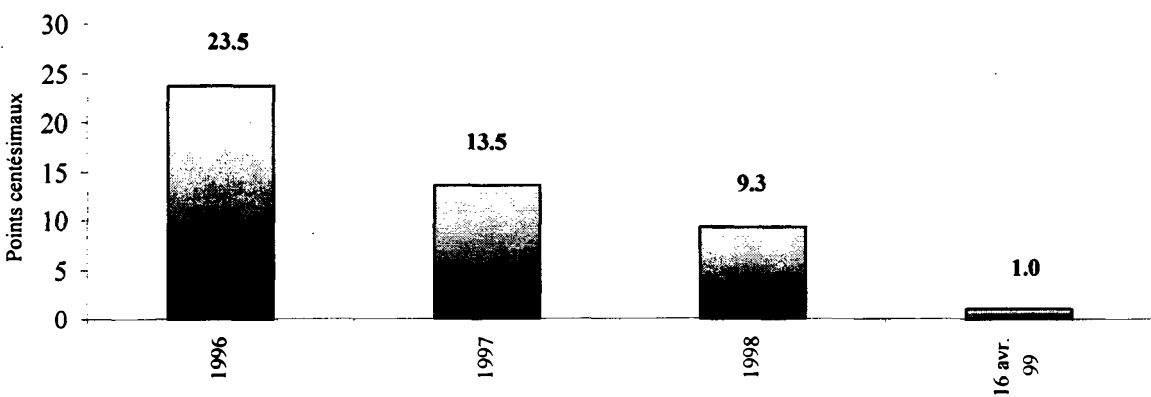
**ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 5 ANS QUÉBEC, PAR RAPPORT AUX
OBLIGATIONS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL
1996 AU 16 AVRIL 1999**



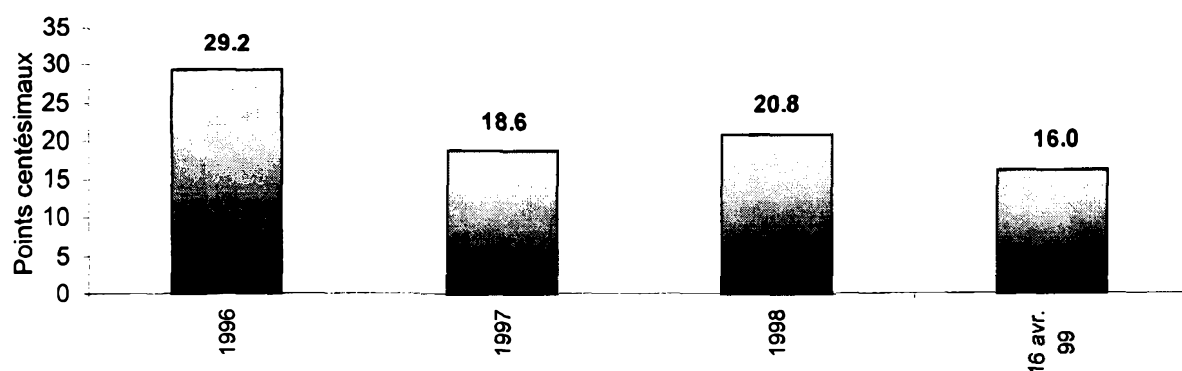
**ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 5 ANS QUÉBEC, PAR RAPPORT AUX
OBLIGATIONS DU GOUVERNEMENT DE L'ONTARIO
1996 AU 16 AVRIL 1999**



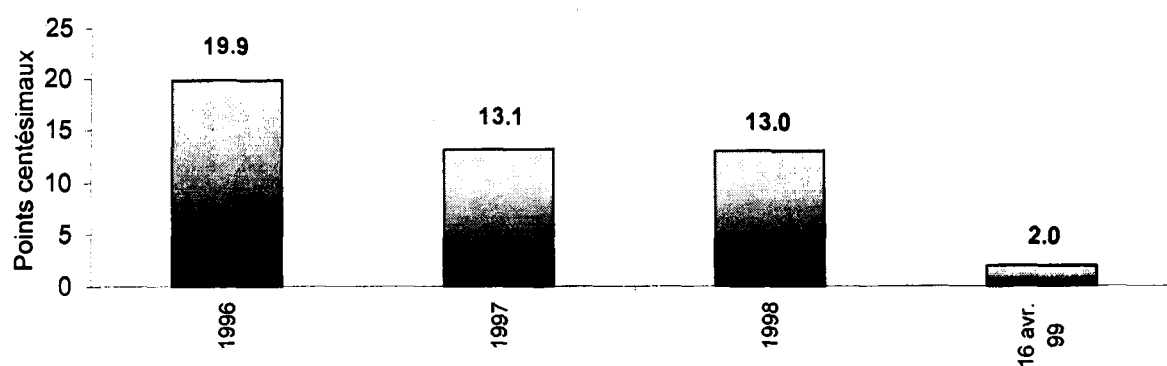
**ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 5 ANS QUÉBEC, PAR RAPPORT AUX
OBLIGATIONS DU GOUVERNEMENT DE LA COLOMBIE BRITANNIQUE
1996 AU 16 AVRIL 1999**



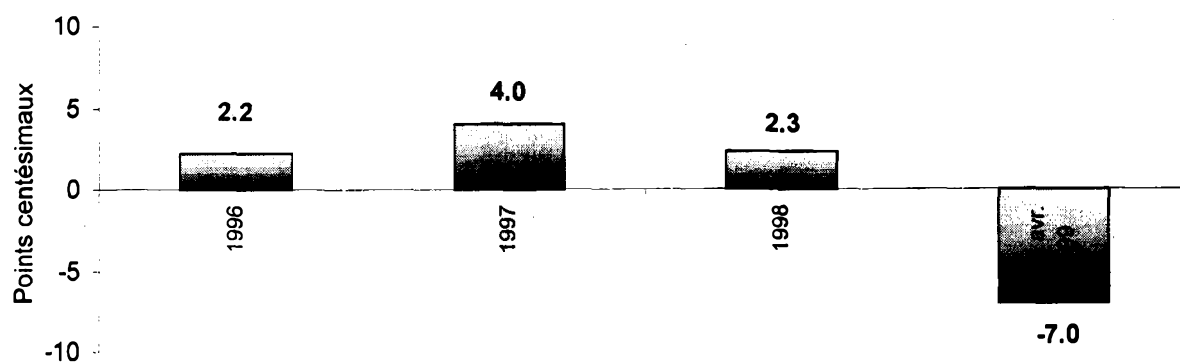
**ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 30 ANS QUÉBEC, PAR RAPPORT
AUX OBLIGATIONS DU GOUVERNEMENT DU NOUVEAU-BRUNSWICK
1996 AU 16 AVRIL 1999**



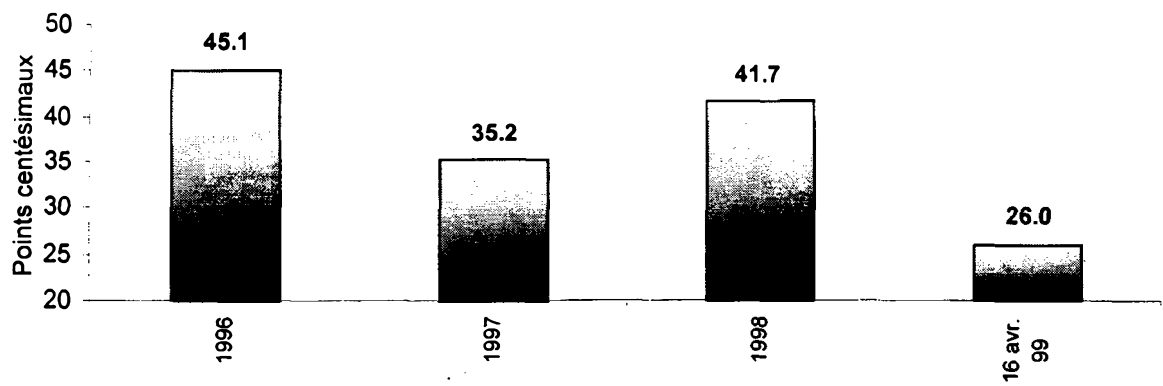
**ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 30 ANS QUÉBEC, PAR RAPPORT
AUX OBLIGATIONS DU GOUVERNEMENT DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE
1996 AU 16 AVRIL 1999**



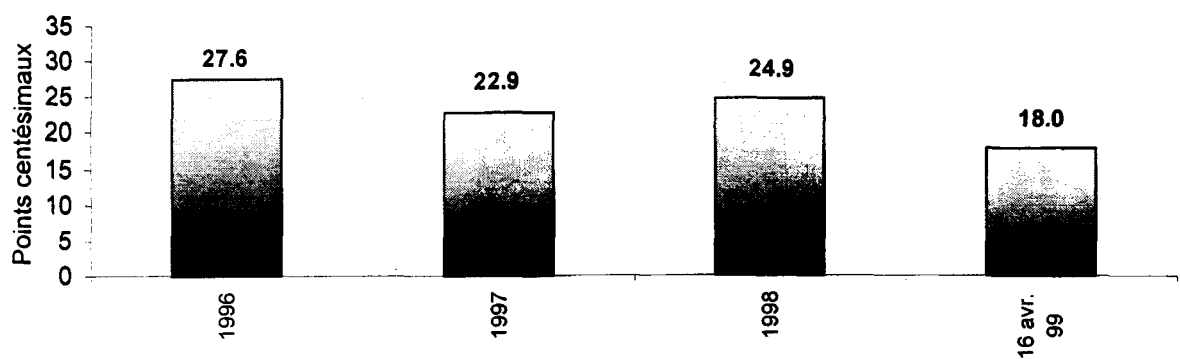
**ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 30 ANS QUÉBEC, PAR RAPPORT
AUX OBLIGATIONS DU GOUVERNEMENT DE TERRE-NEUVE
1996 AU 16 AVRIL 1999**



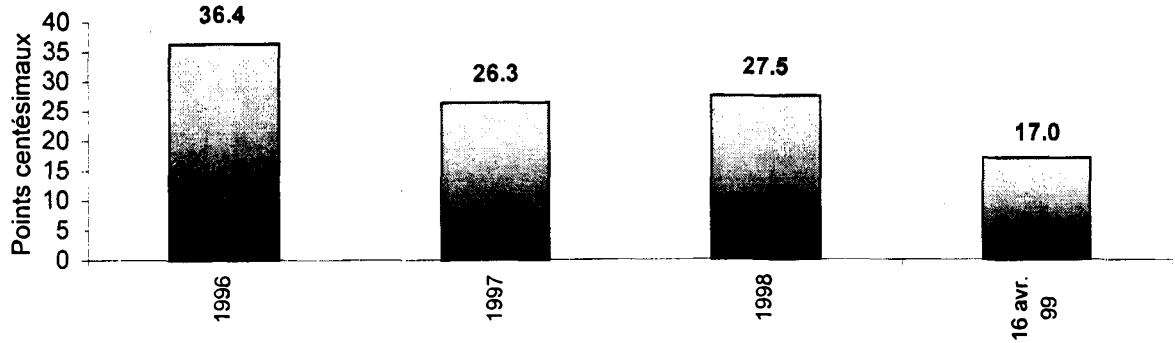
**ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 30 ANS QUÉBEC, PAR RAPPORT
AUX OBLIGATIONS DU GOUVERNEMENT DE L'ALBERTA
1996 AU 16 AVRIL 1999**



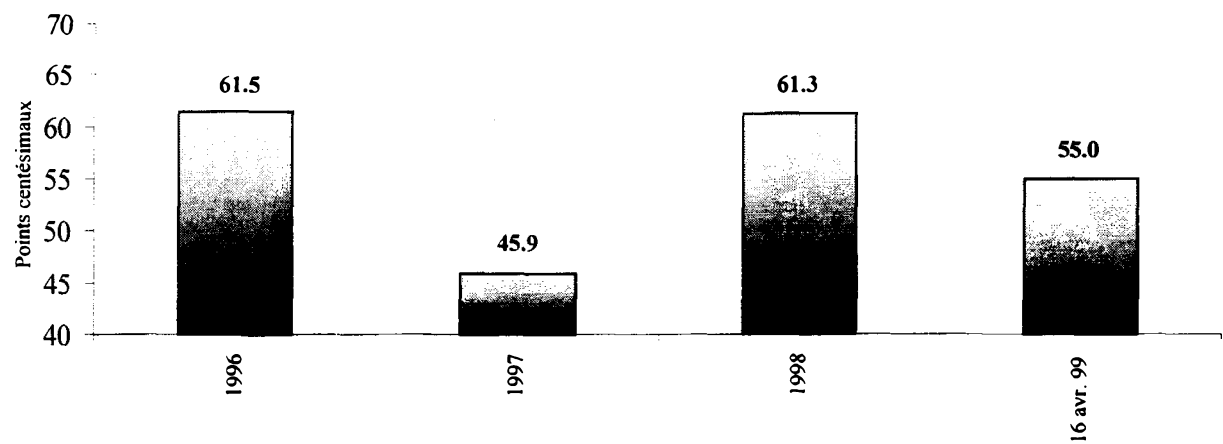
**ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 30 ANS QUÉBEC, PAR RAPPORT
AUX OBLIGATIONS DU GOUVERNEMENT DE LA SASKATCHEWAN
1996 AU 16 AVRIL 1999**



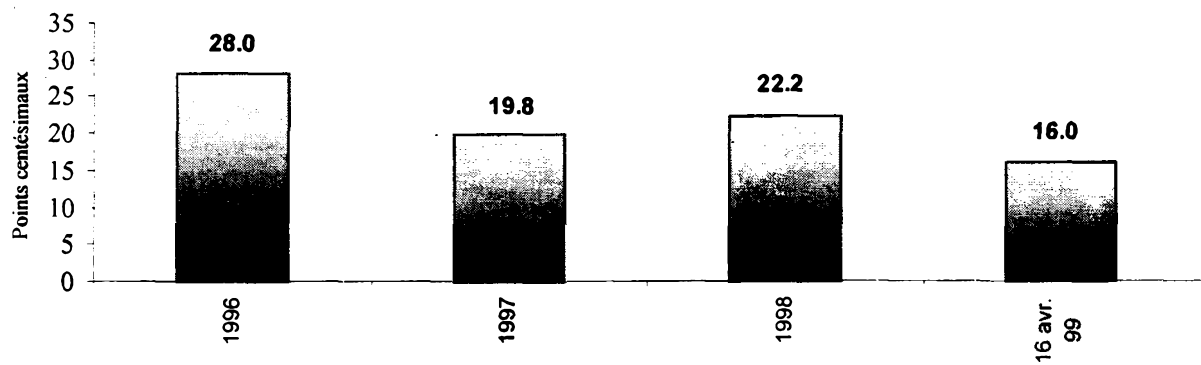
**ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 30 ANS QUÉBEC, PAR RAPPORT
AUX OBLIGATIONS DU GOUVERNEMENT DU MANITOBA
1996 AU 16 AVRIL 1999**



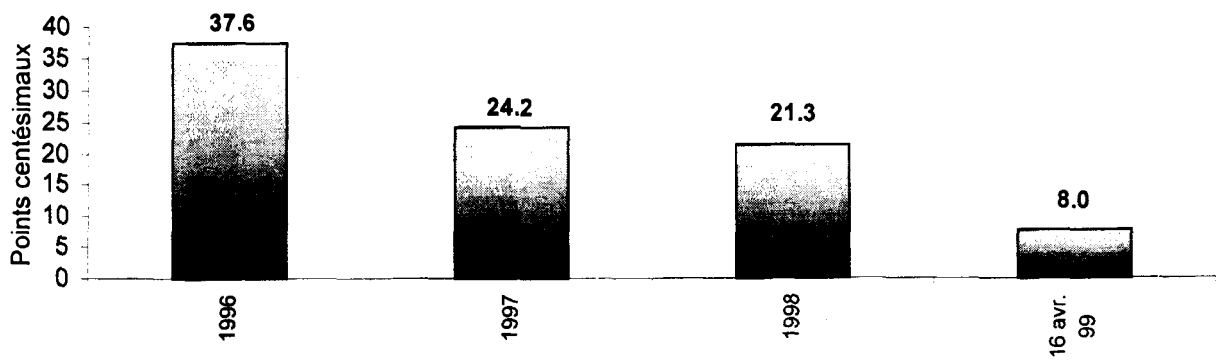
**ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 30 ANS QUÉBEC, PAR RAPPORT AUX
OBLIGATIONS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL
1996 AU 16 AVRIL 1999**



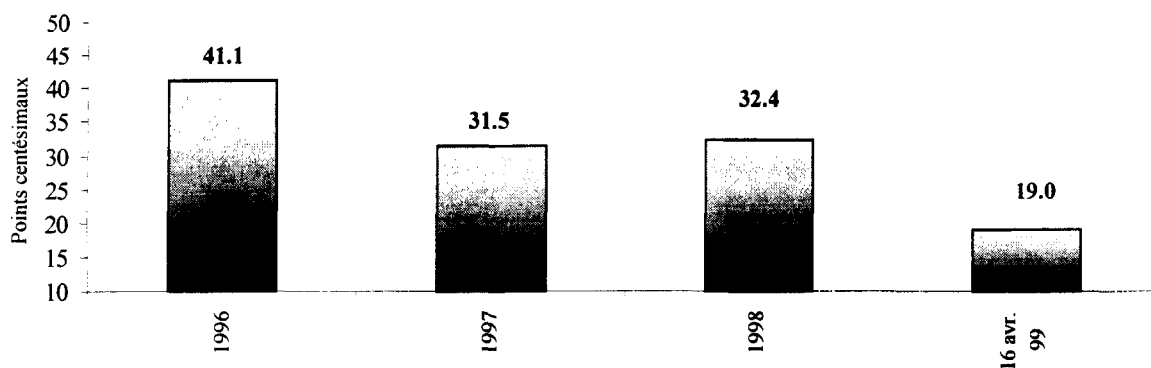
**ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 30 ANS QUÉBEC, PAR RAPPORT AUX
OBLIGATIONS DU GOUVERNEMENT DE L'ONTARIO
1996 AU 16 AVRIL 1999**



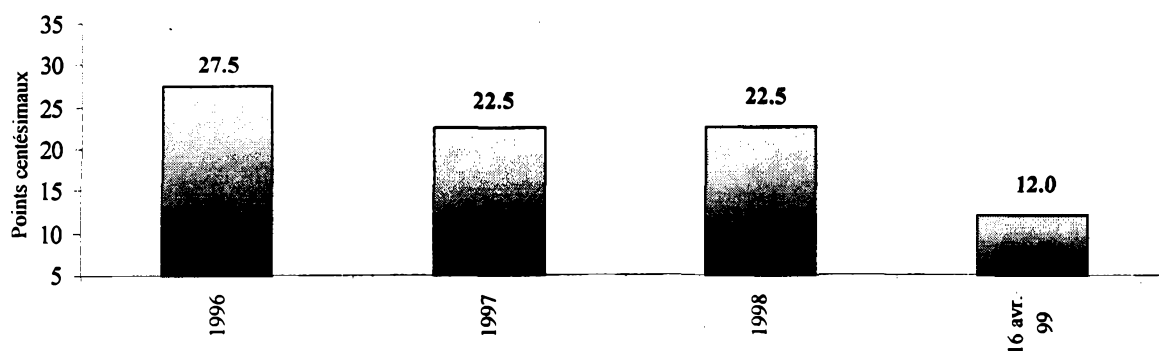
**ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 30 ANS QUÉBEC, PAR RAPPORT AUX
OBLIGATIONS DU GOUVERNEMENT DE LA COLOMBIE BRITANNIQUE
1996 AU 16 AVRIL 1999**



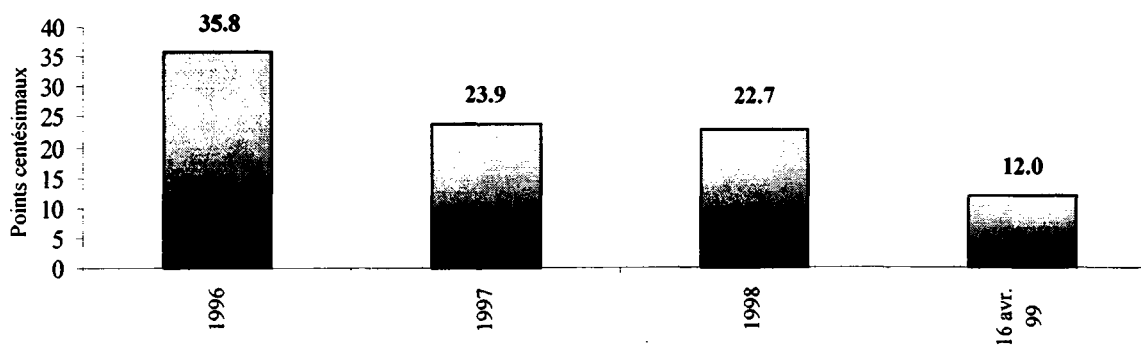
**ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 10 ANS QUÉBEC, PAR RAPPORT
AUX OBLIGATIONS DU GOUVERNEMENT DE L'ALBERTA
1996 AU 16 AVRIL 1999**



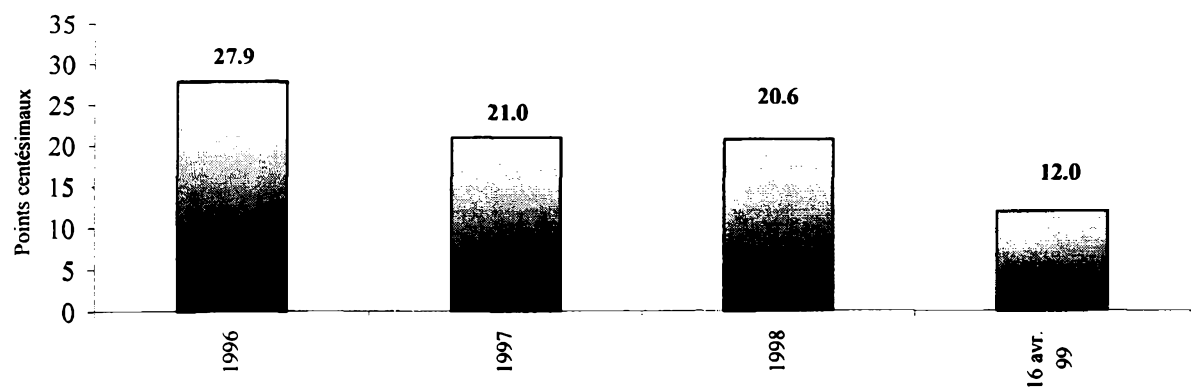
**ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 10 ANS QUÉBEC, PAR RAPPORT
AUX OBLIGATIONS DU GOUVERNEMENT DE LA SASKATCHEWAN
1996 AU 16 AVRIL 1999**



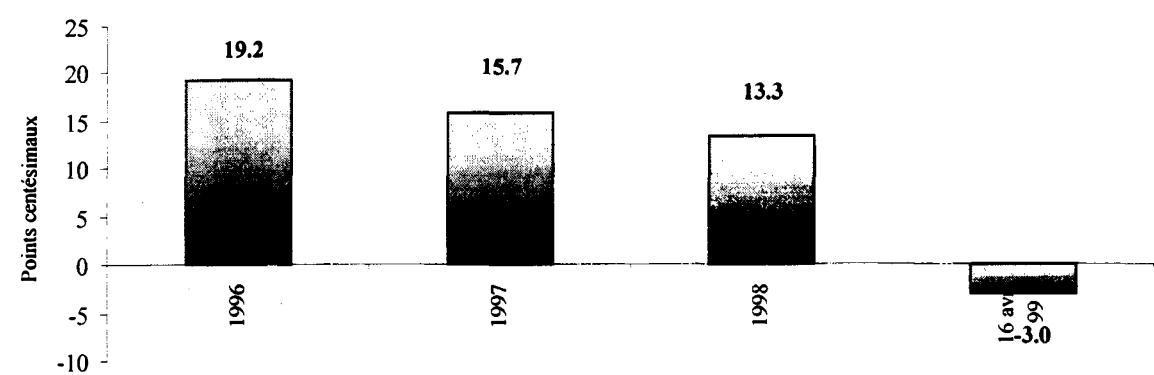
**ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 10 ANS QUÉBEC, PAR RAPPORT
AUX OBLIGATIONS DU GOUVERNEMENT DU MANITOBA
1996 AU 16 AVRIL 1999**



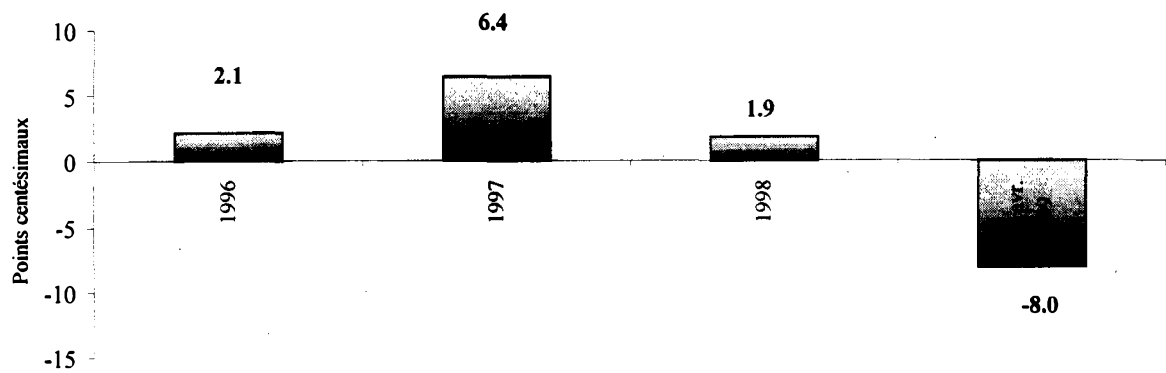
ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 10 ANS QUÉBEC, PAR RAPPORT
AUX OBLIGATIONS DU GOUVERNEMENT DU NOUVEAU-BRUNSWICK
1996 AU 16 AVRIL 1999



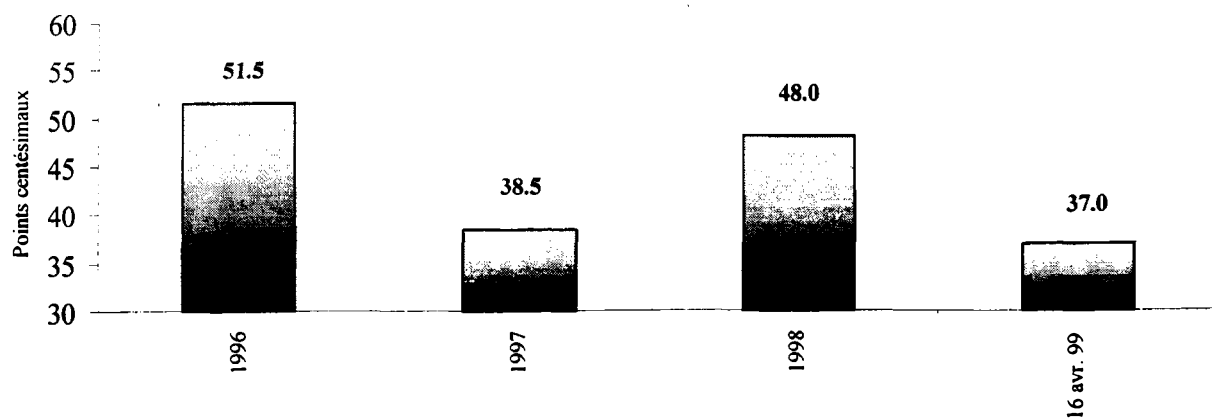
ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 10 ANS QUÉBEC, PAR RAPPORT
AUX OBLIGATIONS DU GOUVERNEMENT DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE
1996 AU 16 AVRIL 1999



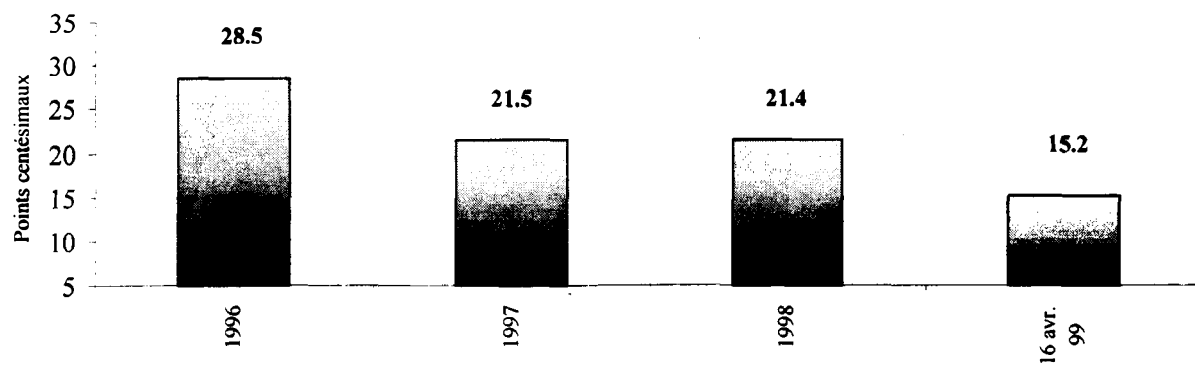
ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 10 ANS QUÉBEC, PAR RAPPORT
AUX OBLIGATIONS DU GOUVERNEMENT DE TERRE-NEUVE
1996 AU 16 AVRIL 1999



**ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 10 ANS QUÉBEC, PAR RAPPORT AUX
OBLIGATIONS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL
1996 AU 16 AVRIL 1999**



**ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 10 ANS QUÉBEC, PAR RAPPORT AUX
OBLIGATIONS DU GOUVERNEMENT DE L'ONTARIO
1996 AU 16 AVRIL 1999**



**ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS 10 ANS QUÉBEC, PAR RAPPORT AUX
OBLIGATIONS DU GOUVERNEMENT DE LA COLOMBIE BRITANNIQUE
1996 AU 16 AVRIL 1999**



ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

**MINISTÈRE DES FINANCES
DEMANDES PARTICULIÈRES DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 12 - Quelles furent les dépenses du ministère, et de ses organismes, en formation de main-d'œuvre en pourcentage de la masse salariale?

Ministère des Finances - 1998

Total des dépenses : 922 514,78 ⁽¹⁾

Masse salariale : 39 201 153,00 \$

% de la masse salariale : 2,38 %

⁽¹⁾ Ministère des Finances et BSQ, excluant l'IGIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

MINISTÈRE DES FINANCES
DEMANDES PARTICULIÈRES DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 13 - Serait-il possible de reproduire le tableau 2.10 du Plan budgétaire 1999-2000 à la page 26 de la section 2, mais qui chiffrerait l'encours de la dette garantie par le gouvernement, pour les mêmes années, et en ajoutant une prévision pour 1999.

Les données pour l'exercice financier terminant le 31 mars 1999 ne sont pas disponibles.

Dette garantie par le gouvernement

	Au 31 mars ⁽¹⁾				
	1994	1995	1996	1997	1998 ⁽²⁾
	(en millions de dollars)				
Institutions d'enseignement	-	-	-	-	-
Établissements de santé et de services sociaux	-	-	-	-	-
Hydro-Québec.....	36 061	37 912	37 672	38 194	38 343
Autres entreprises du gouvernement ⁽³⁾ ..	1 491	1 622	917	662	549
Organismes municipaux	-	-	-	-	-
Total.....	37 552	39 534	38 589	38 856	39 892

⁽¹⁾ Équivalent en dollars canadiens aux dates indiquées pour les émissions en monnaies étrangères après avoir pris en considération les contrats d'échange de monnaies.

⁽²⁾ Les données de 1998 ne tiennent pas compte de la réforme comptable.

⁽³⁾ Après la déduction de la provision pour financer l'assainissement des eaux.

Sources : Rapport financier 1994-1995, 1995-1996, 1996-1997 et, pour 1997-1998, le formulaire 18-K (rapport auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis).

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

MINISTÈRE DES FINANCES DEMANDES PARTICULIÈRES DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 14 - Le rendement de la SGF sur le capital investi depuis sa création ?

Calcul du rendement sur l'avoir des actionnaires (ROE) de la SGF

(en milliers de dollars)

	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Bénéfice net	47	453	474	552	708	970	979	64	397	250	239)	875	319	489	028)	(14 367)	9 493	22 570
Avoir des actionnaires au début	16	16	16	19	20	25	31	33	43	35	32	31	48	76	90	99	95	104
Avoir des actionnaires à la fin	159	205	663	686	066	831	764	958	699	049	821	139	537	193	398	707	117	623
Avoir des actionnaires moyen	16	16	19	20	25	31	33	43	35	32	31	48	76	90	99	95	104	151
	205	663	686	066	831	764	958	699	049	821	139	537	193	398	707	117	623	783
	16	16	18	19	22	28	32	38	39	33	31	39	62	83	95	97	99	128
	182	434	175	876	949	798	861	829	374	935	980	838	365	296	053	412	870	203
Rendement comptable	0,3%	2,8%	2,6%	2,8%	3,1%	3,4%	3,0%	0,2%	1,0%	6,6%	-16,4%	17,3%	21,4%	0,6%	-4,2%	-14,7%	9,5%	17,6%

Rendement moyen 5 ans	2,3%	2,9%	3,0%	2,5%	2,1%	2,8%	-1,5%	1,1%	5,1%	5,0%	2,8%	3,2%	1,8%	1,1%
------------------------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	--------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------

Rendement moyen

QUESTION 14 - Le rendement de la SGF sur le capital investi depuis sa création ?

(en milliers de dollars)

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Bénéfice net	20 311	(10 409)	5 321	19 146	26 791	42 657	193 966	147 009	(227 441)	(53 789)	161 237	(48 105)	(35 421)	72 670	383 226	34 502	29 850
Avoir des actionnaires au début	151 783	188 226	235 817	270 222	314 994	401 288	478 370	669 748	795 237	542 315	488 638	650 500	602 821	567 239	639 179	1 021 840	575 466
Avoir des actionnaires à la fin	188 226	235 817	270 222	314 994	401 288	478 370	669 748	795 237	542 315	488 638	650 500	604 121	567 239	639 179	1 021 840	575 466	685 710
Avoir des actionnaires moyen	170 005	212 022	253 020	292 608	358 141	439 829	574 059	732 493	668 776	515 477	569 569	627 311	585 030	603 209	830 510	798 653	630 588
Rendement comptable	11,9%	-4,9%	2,1%	6,5%	7,5%	9,7%	33,8%	20,1%	-34,0%	-10,4%	28,3%	-7,7%	-6,1%	12,0%	46,1%	4,3%	4,7%
Rendement moyen 5 ans	3,3%	3,2%	7,0%	6,4%	4,5%	4,1%	11,4%	15,1%	4,6%	0,8%	4,0%	-3,4%	-8,0%	2,2%	12,8%	8,2%	10,9%
Rendement moyen																6,1%	3,5%

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

MINISTÈRE DES FINANCES DEMANDES PARTICULIÈRES DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 15 - La liste des placements de la SGF (montant et niveau de participation) ?	
Nom de l'entreprise	
1994	
Alis Technologies	
Corporation Haemacure	
Magnola (usine pilote)	
Innotermodal	
1995	
Bio-Intermediair	
Aluminerie Alouette (projets de blocs graphitisés)	
1996	
Phillips-Fitel	
Neuman	
Spoltech	
Domosys	
1997	
Altex Extrusion	
Reycan	
Société de développement du magnésium (S.D.M.)	
Magnola (usine commerciale)	
Sol Plastiques	
Karbomont	
Goal Electronics	
Laminés CTEK	
RTP Pharma	
Andromed	
Technologie M4	
1998	
Technologies InTerMag	
Intral	
Hydromont	
Kemfor - usine pilote	
Intragaz - Soquip	
Elyps	
NSI Communications	
Domosys	
Ciné-Cité	
RTP Pharma	
DSM Biologics	
Pêcheries Marinard - Groupe RT	
Maison du gibier	
Trémolières Aliments fonctionnels	
Madelimer	
Glaces européennes	
Pec-Nord	
Bios Agriculture	
Bio Biscuit (réinvestissement)	
Laiterie Baie des Chaleurs	
Pyrovac (usine de démonstration)	
Bois Kanenda	
Services de scierie La Tuque	
Environair	
Kaptra	
Poutrelles internationales	
Portes St-Georges	
Statisticien J.B.	

QUESTION 15 -	La liste des placements de la SGF (montant et niveau de participation) ?
----------------------	--

Escaliers Gilles Grenier

Sacopan

Mallette Québec

Preverco

Turboforest

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

MINISTÈRE DES FINANCES DEMANDES PARTICULIÈRES DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 16 - L'évaluation des revenus, par sources, de Loto-Québec depuis 1990 ?									
Progression du chiffre d'affaires (<i>en milliers de dollars</i>)									
	1990-1991	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999 probable
	1 273 922	1 315 949	1 327 830	1 551 001	1 926 319	2 257 280	2 619 613	2 837 442	3 045 802
Loteries	1 273 922	1 315 949	1 327 830	1 409 416	1 494 131	1 574 159	1 570 052	1 597 013	1 622 000
Casinos				137 987 (6 mois)	363 196	363 450	563 917	620 762	615 873
Resto				7 698	19 180	19 379	37 504	52 717	54 659
Loteries vidéo					59 634	310 580	466 286	585 431	744 371
Bingo								14 555	41 500
Ingenio									0
Élimination transactions intersociétés				(4 100)	(9 822)	(10 288)	(18 146)	(33 036)	(32 601)

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

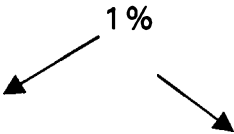
QUESTION 17 - À combien évalue-t-on la croissance des revenus autonomes pour chaque point de croissance nominale du PIB?

- L'effet d'une augmentation plus forte que prévu du produit intérieur brut (PIB) sur les revenus autonomes dépend de la répartition de l'activité économique supplémentaire en terme d'assiettes taxables.
- En général, lorsque la composition du choc sur le PIB est inconnue, on utilise une élasticité de 1,05 entre l'augmentation du PIB et la croissance des revenus autonomes (élasticité annuelle moyenne observée depuis 1981-1982), ce qui signifie qu'une hausse de 1 % du taux de croissance du PIB entraîne une augmentation de 1,05 % des revenus autonomes.
- En 1999-2000, une analyse détaillée du lien structurel entre l'évolution des revenus autonomes et la croissance économique (voir annexe) indique une élasticité se situant entre 0,995 et 1,099 des revenus autonomes au PIB.
- En utilisant ces valeurs d'élasticité, une révision de 1 point de pourcentage supplémentaire (de 2,9 % à 3,9 %) de la croissance du PIB en 1999 entraînerait une augmentation des revenus autonomes excluant organismes consolidés et entreprises du gouvernement de l'ordre de 350 millions de dollars.

IMPACT SUR LES REVENUS AUTONOMES D'UNE HAUSSE DU PIB

EXERCICE FINANCIER 1999-2000

(en millions de dollars)

Revenus autonomes	38 284	
Moins:		
- Organismes consolidés	1 779	
- Entreprises du gouvernement	2 937	
Revenus autonomes excluant organismes consolidés et entreprises du gouvernement	33 568	
Révision à la croissance du PIB (2,9 % à 3,9 %)		
Élasticité	0,995	1,099
Impact sur les revenus autonomes	334	369

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

MINISTÈRE DES FINANCES DEMANDES PARTICULIÈRES DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 18 - Liste des sociétés dans lesquelles la SGF détient une participation financière avec :
a) le taux de participation (%)

Nom de l'entreprise	Localisation	Produits	Noms des partenaires de la SGF (lorsque le placement est en capital-actions)
Bas St-Laurent/ Gaspésie / Îles de la Madeleine			
Phillips-Fitel	Rimouski	Câble de garde à fibres optiques	Furukawa Electric (55 %) (Japon) SGF (45 %)
Donohue Matane	Matane	Pâte chimico-thermomécanique blanchie ("PCTMB")	Produits forestiers Donohue inc. (50%) SGF (50%)
F.F. Soucy inc. & associés	Rivière-du-Loup	Papier journal	Brant Allen / F.F. Soucy (50,1%) (États-Unis) Dow Jones & Co (39,9%) (États-Unis) SGF (10%)
Produits Forestiers St-Alphonse inc	St-Alphonse	Bois d'œuvre résineux Copeux résineux	SGF (100%)
Poutrelles Internationales	Pohénégamook	Poutrelles en I	Dérenture
Vallée verte	Mont-Joli	Jus de carottes	Dérenture
Pêcheries Marinard	Rivière-au-renard	Distribution alimentaire et transformation de crevettes	Gestion Groupe R.T. (61,42%) Capital CDPQ (4%) Capital d'Amérique CDPQ (16%) Autres investisseurs (8,58%) SGF (10%)
Gestion Groupe R.T.	Rivière-au-renard	Distribution alimentaire et transformation de	9039-9139 Québec inc.(51,11%) CDPQ (15,34%)

QUESTION 18 - Liste des sociétés dans lesquelles la SGF détient une participation financière avec :

a) le taux de participation (%)

		crevettes	SGF (19,2%)
Madelimer	Cap-aux-meules	Transformation primaire de produits marins (homards)	FSTQ (28,7%) Fonds régional de Solidarité Gaspésie-Iles-de-la-Mad.(8,6%) Autres investisseurs (57%) SGF (5,7%)
Laiterie Baie des Chaleurs	Carleton	Laiterie et fromagerie	9009-8708 Québec inc. (producteurs) (58,4%) Fonds régionale de solidarité Gaspésie-Les Iles (16%) SGF (25,6%)
Groupe Cédrico inc. (Prod. Forestiers LMC)	LaMartre	Bois d'œuvre résineux Composante de palettes	Débenture
Côte-Nord			
Aluminerie Alouette	Sept-Iles	Aluminium primaire	Austria Metall (20 %) (Autriche) Hoogovens Groep (20 %) (Pays-Bas) Kobe Steel (13,33 %) (Japon) Marubeni (6,67 %) (Japon) VAW (20 %) (Allemagne) SGF (20 %)
Pec-Nord	Saint-Augustin (Basse-Côte-Nord)	Élevage de pétoncles	Paul-Aimé Joncas (54,61%) Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches (15%) Fonds régional de solidarité Côte-Nord (15%) SGF (15,39%)
Abitibi-Témiscamingue			
Tembec	Témiscamingue 2 usines au Québec	Pâte Produits forestiers Papier journal et papier pour publication	Public (95,5%) SGF (4,5%)
Champignons Laurentiens	Berry	Champignons exotiques et forestiers	Débenture
Mauricie / Centre du Québec			

QUESTION 18 - Liste des sociétés dans lesquelles la SGF détient une participation financière avec :

a) le taux de participation (%)

Intral	Princeville	Fil et câble d'acier aluminé	Sural (50 %) (Venezuela) SGF (50 %)
Reycan	Cap-de-la-Madeleine	Laminage d'aluminium	Reynolds Metals Company (50 %) (États-Unis) SGF (50 %)
Tripap	Trois-Rivières	Papiers spécialisés et papier journal	Débenture
Petresa	Bécancour	Alkylbenzène linéaire	Petresa (51 %) (Espagne) SGF (49 %)
Kaptra	Trois-Rivières	Système d'analyse du papier	Débenture
Préverco	St-Augustin	Lames de plancher	Débenture
Services de scierie LaTuque	LaTuque	Séchage et rabotage de bois courts	Débenture
Québec/Chaudières-Appalaches			
Domosys	Sainte-Foy	Puces semi-conducteurs pour le marché de la domotique	Les Entreprises de la Batterie (14,7 %) Consultmar (9,2 %) Hafslund Investment SA (10,2 %) (Norvège) Hydro-Québec Capitech inc. (9,7%) Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches (10,6 %) Cadence Design Systems (2,8 %) (États-Unis) Autres (12,6%) SGF (30,3 %)
Pisciculture Alléghanys	Saint-Philémon	Pisciculture	Promoteurs (79,5%) SGF (20,6%)
Environair S.I.P.A. inc.	Québec	Technologies et expertise pour la collecte, le transport et le traitement des polluants gazeux	Cadres (27,64%) EnviroCapital (11,77%) Capidem (8,63%) Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches (11,34%) SPEQ (24,35%) SGF (16,26%)

QUESTION 18 - Liste des sociétés dans lesquelles la SGF détient une participation financière avec :

a) le taux de participation (%)

Escaliers Gilles Grenier	Beauce	Fabrication d'escaliers	Débenture
Portes St-Georges	Ste-Aurélie-de-Beauce	Portes d'armoires cintrées	Débenture
Statisticiens Conseils J.B.	Québec	Logiciel d'interprétation d'images satellitaires	Débenture
Composts du Québec	St-Henri de Lévis	Fabrication de compost	Gestion R. Bureau (50,1%) Recyc-Québec (14,8%) Fonds Agro-forestier (13,85%) SGF (21,3%)
Trémolières Aliments Fonctionnels	Québec	Aliments enrichis	Débenture
Maison du gibier	Charlesbourg	Transformation de viande de gibier	Promoteurs (80%) SGF (20%)
Soquip	Sainte-Foy	Opérations gazières et pétrolières	SGF (100%)
Soquem	Sainte-Foy	Exploration minière	SGF (100%)
Rexforêt	Sainte-Foy	Gestion du développement forestier	SGF (100%)
Advitech Solutions	Vanier	Valorisation protéines laitières	Groupe Lactel (10%) Cadres (46,5%) Lévesque Beaubien Geoffrion (40%) SGF (3,5%)
Biozymes	St-Romuald	Extraction d'enzymes du porc (U. Laval)	Fonds régional Chaudière-Appalaches FTQ (26,67%) Axcen Pharma inc. (26,67%) Cadres (22,99%) Innovatech Québec Chaudière-Appalaches (16,67%) Inno-centre (5%) SGF (2%)
C.I.P.Q.	St-Lambert 3 établissements au Québec	Conditionnement et vente de semences porcines	SGF (100%)

QUESTION 18 - Liste des sociétés dans lesquelles la SGF détient une participation financière avec :

a) le taux de participation (%)

Malette Québec	St-Raymond	Papier couché "MFC" Papier d'impression à haute brillance Panneaux OSB	Malette inc./Tembec inc. (45,7%) Public (8,6%) SGF (45,7%)
Glaces Européennes	Québec	Sorbets et pâtisseries	Mario et Adolfo Bernardo (85%) SGF (15%)
TLD Gauthier	Saint-Marc-des-Carières	Télétransporteur pour récupération de bois dans les pentes abruptes	Daniel Gauthier (64,3%) SGF (36,7%)
Estrie			
Neuman	Sherbrooke et Virginie	Disques d'extrusion en aluminium	Fried V. Neuman (60 %) (Autriche) SGF (40 %)
Magnola	Asbestos	Magnésium primaire	Métallurgie Noranda (80 %) SGF (20 %)
Kemfor (usine pilote)	Sherbrooke	Cellulose Microcristalline (MCC)	Produits Forestiers Turpin (33,3%) Kemestrie inc. (33,3%) SGF (33,3%)
Turboforest Nova Sylva	Asbestos	Mini-équipement de récolte et transport de bois	Débuture
Laurentides			
Les Produits Forestiers Bellerive Ka'n'enda	Mont-Laurier	Bois d'œuvre feuillu Placage feuillu Copeaux	SGF (100%)
Bois Kanenda	Mont-Laurier	Panneaux lamellés	Gestion Gilles Bérubé (60%) SGF Via Produits Forestiers Bellerive Ka'N'Enda (40%)
Saguenay-Lac-St-Jean			
Sodexpan	Jonquière	Panneaux MDF	Uniboard Canada inc. (50,01%) (Allemagne)

QUESTION 18 - Liste des sociétés dans lesquelles la SGF détient une participation financière avec :

a) le taux de participation (%)

(MDF La Baie)		réguliers et minces	Sodexpan inc. Sodexfor (24,995%) SGF (24,995%)
Pyrovac (usine pilote)	Jonquière	Pyrolise sous vide	UNA (50%) (Hollande) Groupe Pyrovac (42,5%) SGF (7,5%)
Sacopan	Sacré-cœur	Production de panneaux moulés en fibre de bois	Boisaco (50%) SGF (50%)
Les Fruits bleus inc.	St-Bruno	Exploitation bleuetière	Senco inc. (43,7%) Soccrent (27,6%) SGF (28,7%)
Salmotherm	St-Félicien	Aquiculture en eau chaude	Centre écologique du Lac-St-Jean (51%) Investisseurs privés (39,2%) SGF (9,8%)
Société Paragro	Jonquière	Fonds de développement agro-alimentaire	Les Fruits Bleus inc. (33,3%) Provigo Distribution inc. (33,3%) SGF (33,3%)
Montréal / Laval			
Altex Extrusion	Laval	Extrusion d'aluminium	Metra SpA (41,6 %) (Italie) Altex Extrusion (29,2 %) SGF (29,2 %)
Pétromont	Montréal-Est Varenes	Polyéthylène, Éthylène	Union Carbide (50 %) (États-Unis) SGF (50 %)
Sol Plastiques	Montréal-Est	Plastiques recyclés mixtes	Misol Technologies (55%) (Venezuela) FSTQ (22,5%) SGF (22,5%)
Karbomont	Montréal-Est	Noir de carbone	Kvaerner (50 %) (Norvège) SGF (50 %)
Domtar	Siège social à Montréal, 51 usines dont 21 au Québec	Pâtes Produits du bois Papiers Cartons-caisses	CDPQ (17,93 %) Weston (19,47 %) Autres actionnaires (42,79 %) SGF (19,81 %)

QUESTION 18 - Liste des sociétés dans lesquelles la SGF détient une participation financière avec :

a) le taux de participation (%)

		Cartonnages ondulés	
Haemacure	Pointe-Claire	Produits destinés à la guérison des plaies et à la réparation des tissus humains et animaux	Placements Multipède (10,64%) Public (40,37%) SGF (22,62%) Autres (26,37%)
DSM Biologics	Siège social à Montréal 2 sites de production à Montréal et à Groningen (Pays-Bas)	Produits biologiques et pharmaceutiques en condition cGMP	DSM (60 %) (Pays-Bas) SGF (40 %)
RTP Pharma	Île des Sœurs	Produits pharmaceutiques stériles	Elan Group (19,47 %) (Irlande) Innovatech du Grand Montréal (9,25 %) Sofinov (15,41 %) BioCapital III (5,22 %) EGS (5,46 %) Autres (10,15 %) Cato (25,78%) SGF (9,25 %)
Andromed	Montréal	Équipements médicaux électroniques	Theratechnologies (50 %) SGF (50 %)
Alis Technologies	Montréal	Technologies informatiques de support linguistique	Grebco Holdings (Woodside Fund) (19,42 %) (États-Unis) Banexi Communications (7,20 %) (France) Autres actionnaires (56,25 %) SGF (17,13 %)
Goal Electronics	Montréal	Conception de circuits intégrés	Mosel Vitelic (59,23 %) (Taiwan) Gordon Harling (4,49 %) Abdellah Azemad (1,50 %) SGF (34,78 %)
CTEK	Montréal	Planches laminées en cuivre et fibre de verre	Compositex USA (50 %) (États-Unis) Inovatech du Grand Montréal (16,7 %) FSTQ (16,7 %) SGF (16,7 %)
Société de développement	Montréal	Transformation de magnésium	FSTQ (33,3%)

QUESTION 18 - Liste des sociétés dans lesquelles la SGF détient une participation financière avec :

a) le taux de participation (%)

du magnésium (S.D.M.)		Fonds secondaire d'investissement	Sofinov (33,3 %) SGF (33,3)
Elyps	Montréal	Réseau de télécommunication mobile spécialisé	Robert Bourgeault (42,2%) CDPQ (28,4%) FGRCR/STCUM (7,5%) FSTQ (7,5%) Com2i et Cie SCA (6,8%) (France) SGF (7,5%)
NSI Communications	St-Laurent	Télécommunications terrestres via satellites	SGF (42%) Pinetree Capital Corp. (9%) David Ben-David (7,5%) Zbysek Kocur (2,5%) Manitex Capital inc. (3%) Autres actionnaires (36%)
Technologie M4	Montréal	Moteur-roue	HQ Capitec inc. (49%) Sofinov (20,4%) SGF (20,4%) F.S.T.Q. (10,2%)
Mobiway	Montréal	Technologies de positionnement et de navigation en milieu forestier	Débenture
Culinar	Montréal 4 usines au Québec 1 usine en Ontario	Pâtisserie et biscuits	Investissement Desjardins (51,40%) SGF (36,80%) CDPQ (6,5%) Autres (5,3%)
Bios-Agriculture	Ste-Anne-de-Bellevue	Traitement de légumineuses (soja)	Dirigeants (82,5%) Université McGill (5%) Inno-Centre (5%) SGF (7,5%)
Monterégie			
C.D.M.V.	Saint-Hyacinthe	Distribution de médica-	SGF (100%)

QUESTION 18 - Liste des sociétés dans lesquelles la SGF détient une participation financière avec :

a) le taux de participation (%)

		ments, aliments et fournitures vétérinaires	
Aliments Carrière	St-Denis-sur-Richelieu	Conserverie et légumes surgelés	Géros inc. (39,92%) SGF (32,99%) Investissement Desjardins (14,16%) Autres (13,1%)
Entreprise Champost	Saint-Basile-le-Grand	Culture de champignons de Paris	Cantine Guillaume (49,4%) Autres (20,3%) SGF (30,3%)
Bio-Biscuit	Saint-Hyacinthe	Alimentation animale	Gestion Damieux (36%) 3274837 Canada inc. (36%) SGF (28%)
Beauséjour et Frère	Acton Vale	Pâtisserie (tartes, tartelettes, beignes)	Gestion Marcel et Denis Joly inc. (90%) SGF (10%)
Ciné-cité	St-Hubert	Studios de tournage	Moli-Flex White (36%) Studios Ciné-Cité (24%) SGF (40%)
Novacap	Longueuil	Capital de croissance dans les secteurs traditionnels et de haute technologie	Banque Nationale du Canada (17,67 %) Capital d'Amérique CDPQ (17,67 %) Canpen (17,67 %) Caisse de retraite de Radio-Canada (10,91 %) Caisse de retraite d'Air Canada (5,29 %) Caisse de retraite de Pratt & Whitney (4,83 %) Assurance-vie Desjardins-Laurentienne (5,67 %) Boréal assurances (2,6 %) SGF (17,67 %)

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

MINISTÈRE DES FINANCES DEMANDES PARTICULIÈRES DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 18 - Liste des sociétés dans lesquelles la SGF détient une participation financière avec :

REPRÉSENTANTS DE LA SGF DANS LES SOCIÉTÉS OÙ ELLE PARTICIPE AU CAPITAL-ACTIONS

AU 31 DÉCEMBRE 1998

Nom de la société affiliée	Administrateurs représentant la SGF		
	EXTERNE	SGF Développement	Corporatif
Domtar	Louise Roy Claude Lamoureux John Thompson	—	Claude Blanchet
Les Produits forestiers Bellerive Ka'n'enda	Jacques Brisebois Gilles Létourneau	Roger Morasse Bernard Charette Yvan Rochette	—
Produits forestiers St- Alphonse Inc.	Gilles Fortier Paul Lemieux	Roger Morasse Marc Lamontagne Yvan Rochette	—
Donohue Matane Inc.	—	Marco Spain André L'Ecuyer Paul Prémont	—
Malette Rexfor inc. (Malette Québec)	—	André L'Ecuyer Paul Prémont Marco Spain	—
TLD Gauthier Inc.	—	Richard Paradis	—
Sodexpan (MDF La Baie)	—	Bernard Charette Paul Prémont Marco Spain	—
F.F. Soucy Inc. & associés (S.E.C.)	—	Paul Prémont	—
Environair S.I.P.A. inc.	—	Paul Prémont	—
Tembec inc.	Pierre Genest	—	—
Rexforêt	—	Jacques P. Larue Serge Melançon Roger Morasse	—
Pyrovac	—	Marco Spain	—
Aluminerie Alouette	—	Marc Filion Louis-M. Riopel	Daniel Paillé
Reycan	—	Denis Duclos Marc Filion	Marc Benoît
Intral	—	Denis Duclos Marc Filion	—
Phillips-Fitel	—	Denis Duclos Marc Filion	Daniel Paillé
Neuman	—	Denis Duclos Yves Lasnier	—
Société de développement du magnésium (S.D.M.)	—	Marc Filion	Richard Fredette
Altex Extrusion	—	Marc Filion	—
Magnola (usine commerciale)	—	Marc Filion Yves Lasnier	—
Albecour	—	Jacinthe Dauphin Marc Filion	Richard Fredette Daniel Paillé André Roy
Soquem	Jacques Bonneau Bruno Duchesne Aline Leclerc Brian S. Osborne Claire Derome Gaétan Morin	Marc Filion	André Roy
Pétramont	Peter Duffield Jacques Lefebvre	Jacinthe Dauphin	Claude Blanchet
Petresa	—	Jacinthe Dauphin	Claude Blanchet André Roy
Karbomont	—	Jacinthe Dauphin	Louise Ann Maziak
Kemfor (usine pilote)	—	Pierre Charbonneau Jacinthe Dauphin	—
Sol Plastiques	—	Jacinthe Dauphin Bruce Tremblay	—
Soquip	Antoine Ayoub Richard Boucher Suzanne Blanchet	Jacinthe Dauphin	Richard Fredette

QUESTION 18 - Liste des sociétés dans lesquelles la SGF détient une participation financière avec :

**REPRÉSENTANTS DE LA SGF DANS LES SOCIÉTÉS
OÙ ELLE PARTICIPE AU CAPITAL-ACTIONS**

AU 31 DÉCEMBRE 1998

Nom de la société affiliée	Administrateurs représentant la SGF		
	EXTERNE	SGF Développement	Corporatif
Andromed	—	Gérald André Pierre Laflamme	—
DSM Biologics	—	Pierre Laflamme	—
Haemacure	—	Pierre Laflamme Francis Bellido Gérald André	—
RTP Pharma	—	Gérald André	—
NSI Communications	Robert Egery Ervin Spinner	Jean-François Rousseau André Lafontaine	—
Goal Electronics	—	Paul Arseneault Pierre Laflamme	—
Domosys	—	Jean-François Rousseau	—
CTEK	—	Pierre Laflamme	—
Alis Technologies	—	Pierre Laflamme	Daniel Paillé
Elyps	—	Jean-François Rousseau	—
Technologie M4	—	Jacques L. Bonaventure	Claude Blanchet
C.I.P.Q.	Sylvain Pagé Jean-Paul Laforest	Richard Gagnon	—
C.D.M.V.	Jean Bienvenu	Yves Milord Richard Gagnon	—
Culinar inc.	Raymond Lemay Yves Duhaime	Yves Milord	—
Aliments Carrière inc.	Lucien Pellegrini	Paul Dupont	—
Gestion Groupe R.T. Itée	—	Jocelyn Harvey	—
Pisciculture Alléghanyys inc.	—	Jean-François Lasnier	—
Entreprises Champost inc.	—	Daniel Collin Pierre-Paul Léger	—
Composts du Québec inc.	—	Daniel Collin	—
Les Fruits bleus inc.	—	Hector Colgan Jocelyn Harvey	—
Bio-Biscuits inc.	—	Hector Colgan	—
Maison du Gibier inc.	—	Jean-François Lasnier	—
Beauséjour et Frères inc.	—	Hector Colgan	—
Bios Agriculture inc.	—	Jean-François Lasnier	—
Madelimer	—	Jules Maranda	—
Pêcheries Marinard	—	Jules Maranda	—
Pec-Nord inc.	—	Steve Morin	—
Salmotherm	—	Jules Maranda	—
Paragro	—	Hector Colgan	—
Fabrique de glaces européennes	—	Steve Morin	—
Novacap	—	—	Daniel Paillé Richard Fredette

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

MINISTÈRE DES FINANCES DEMANDES PARTICULIÈRES DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 19 – Quel est l'impact sur les dépenses budgétaires d'une hausse de 100 points de base des taux d'intérêt ?

Réponse :

- L'impact d'une augmentation de 100 points de base de tous les taux d'intérêt sur les dépenses budgétaires est de 220 millions de \$ d'augmentation

Mise en garde :

- Cet impact est calculé à partir d'une composition donnée de la dette (proportion d'emprunts fixes ou variables et selon différentes monnaies);
- Si une situation semblable se présentait, une gestion active de la dette entraînerait des modifications à cette composition de façon à minimiser l'impact de cette augmentation;
- Par ailleurs, l'utilisation de certains produits financiers peut réduire sensiblement l'impact d'une telle augmentation .

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

MINISTÈRE DES FINANCES DEMANDES PARTICULIÈRES DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 20 – Quel est l'impact sur les dépenses budgétaires d'une baisse de 1 cent du dollar canadien par rapport au dollar EU ?

Réponse :

- L'impact d'une baisse de 1 cent du dollar canadien par rapport au dollar EU sur les dépenses budgétaires pour la dette en dollar EU et en d'autres monnaies est de 49 millions de \$ d'augmentation

Mise en garde :

- Cet impact est calculé pour une baisse de 1 cent du dollar canadien par rapport au dollar EU, toutes les autres monnaies étant constantes par rapport au dollars EU et sur la base d'une année complète;
- Cet impact est aussi calculé à partir d'une proportion donnée de la dette en monnaie étrangère et d'une composition des échéances (remboursements) des emprunts durant l'année;
- Si une situation semblable se présentait, une gestion active de la dette entraînerait des modifications aux proportions des différentes devises composant la dette de façon à minimiser l'impact de cette baisse ; elle entraînerait aussi des modifications à la composition de l'échéancier des emprunts;
- Par ailleurs, l'utilisation de certains produits financiers peut réduire sensiblement l'impact d'une telle baisse.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

MINISTÈRE DES FINANCES DEMANDES PARTICULIÈRES DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 48 - Liste des projets de promotion touristique à l'étranger en faveur des casinos québécois ventilés par régions du monde ?

1998-1999

Etats-Unis

Publicité ⁽¹⁾

- Campagne publicitaire – Boston (Association avec Tourisme Montréal) Mai – Juin
Sept. – Oct.
- Publipostage – Nouvelle Angleterre Septembre
- Campagne publicitaire – États-Unis (Association avec Tourisme Québec) Novembre
- Publications spécialisées marché « trade » américain Annuel
- Publications spécialisées marché joueurs – Nord-est américain Annuel
- Campagne publicitaire – Nord-est américain (Association avec OETA) Juin

Relations de presse

- Media Market Place – Presse américaine – Toronto et New York Avril et mars
- Bon Appétit – New York Septembre
- Tournée de presse – Hartford, Newark et Détroit Novembre
- Tournée de presse – Atlanta, Miami et Dallas Décembre
- Cirque du Soleil – New York Juin
- Accueil de 287 journalistes hors-Québec

Salons et sollicitations – Développement commercial

- Voyage de sollicitation – New York Avril
- International Gay & Lesbian Travel Association (IGLTA) – Montréal ⁽²⁾ Mai
- International Motorcoach Network – Tremblant ⁽²⁾ Août
- Incentive Travel and Meeting Executives (IT & ME) – Chicago Septembre
- Bienvenue Québec – Rencontre avec tours opérateurs
Américains au Québec Octobre
- National Tour Association (NTA) – St-Louis, Missouri Novembre
- American Bus Association (ABA) – Milwaukee Décembre
- Society of Incentive Travel Executives (SITE) – Las Vegas Décembre
- Promotion Tourisme Québec – New-York Janvier
- Meeting Planners International (MPI) – Vancouver Mars

Commandites – Développement commercial

- Incentive Travel & Meeting Executive (ITME) Septembre
- Promotion New York Avril
- American Society of Association Executive (ASAE)

Ontario

Publicité

- Publication touristique – Est de l'Ontario Été – Automne
- Publipostage – Est de l'Ontario Été
- Publication Maritimes – Est de l'Ontario Été
- Publicité Aéroport d'Ottawa Annuelle
- Visibilité Centre informations touristiques – Est de l'Ontario Annuelle

Salons et sollicitations – Développement commercial

- Canadian Meeting & Incentive Travel (CMIT) – Toronto Août
- Ontario Motorcoach Association (OMCA) Novembre
- Quebec Day – Toronto Février
- Meeting Planners International (MPI) – Toronto

⁽¹⁾ Les Casinos ont une publicité dans les principales publications québécoises qui fait la promotion de leur région touristique à l'étranger

⁽²⁾ Salons destinés à la clientèle américaine qui ont eu lieu exceptionnellement au Québec et au Canada en 1998-1999 et ont lieu respectivement à Minneapolis et Branson en 1999-2000

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

MINISTÈRE DES FINANCES
DEMANDES PARTICULIÈRES DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 49 - Ventilation détaillée de la fréquentation et des dépenses effectuées aux casinos de Montréal, de Charlevoix et de Hull ?									
Année financière 1997-1998		Casino de Montréal		Casino de Hull		Casino de Charlevoix		Total	
		# visites (milliers)	%	# visites (milliers)	%	# visites (milliers)	%	# visites (milliers)	%
Marchés :									
- Clientèle locale		4951,5	78,1%	1091,8	34,7%	103,5	12,9%	6146,8	59,7%
- Clientèle touristique intra-Québec ⁽¹⁾		931,9	14,7%	521,4	16,6%	678,9	84,3%	2132,2	20,7%
- Clientèle touristique hors-Québec		456,5	7,2%	1529,6	48,7%	22,5	2,8%	2008,6	19,5%
TOTAL		6339,9	100%	3142,8	100%	804,9	100%	10287,6	100%
		\$ (millions)	%	\$ (millions)	%	\$ (millions)	%	\$ (millions)	%
Contribution aux revenus de jeu :									
- Clientèle locale et touristique intra-Québec ⁽¹⁾		407,0	94,9%	66,5	40,5%	26,8	96,4%	500,3	80,6%
- Clientèle touristique hors-Québec		21,7	5,1%	97,8	59,5%	1,0	3,6%	120,5	19,4%
TOTAL		428,7	100%	164,3	100%	27,8	100%	620,8	100%
		\$ (millions)		\$ (millions)		\$ (millions)		\$ (millions)	
Contribution à la balance touristique : (dépenses directes autres que le jeu)									
- Clientèle touristique intra-Québec ⁽¹⁾		37,0		6,9		21,1		65,0	
- Clientèle touristique hors-Québec		37,8		19,4		1,2		58,4	
TOTAL		74,8		26,3		22,3		123,4	

⁽¹⁾ Clientèle provenant de plus de 80 km du casino selon la définition de Statistique Canada.

Tel qu'illustré au tableau ci-dessus, plus de 10 millions de visites ont été réalisées en 1997-1998 dans les casinos de Loto-Québec dont **20,7 %** ont été générées par la clientèle touristique intra-Québec et **19,5 %** par la clientèle touristique hors-Québec. Les clientèles touristiques intra-Québec et hors-Québec ont injecté **123,4 millions \$ en dépenses touristiques directes** (hébergement, restaurant, magasinage, etc.) dans l'économie québécoise; de plus, la clientèle touristique hors-Québec a généré **120,5 millions \$ en dépenses de jeu** dans les casinos québécois.

D'autre part, par rapport à l'année précédente en 1996-1997, l'industrie des casinos du Québec avait généré 112 millions \$ en dépenses touristiques directes. De plus, l'étude réalisée par l'économiste M. Yves Rabeau, Ph.D. a démontré que ces dépenses supportaient de façon directe et indirecte 1 640 emplois au Québec et des retombées économiques (valeur ajoutée) annuelles de près de 53 millions \$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1999-2000

MINISTÈRE DES FINANCES
DEMANDES PARTICULIÈRES DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 50 - Liste des études d'impact portant sur l'implantation de nouveaux casinos et leurs conclusions ?

Il n'existe pas d'étude sur le sujet mentionné.